

Pour un parti ouvrier révolutionnaire qui se batte pour la révolution socialiste !

Capitalisme en crise : la matraque pour les ouvriers et les opprimés



PQR/Le Courrier Picard/Dominique Touchart

Protestation des travailleurs de Continental le 1^{er} septembre après leur condamnation au tribunal de Compiègne. A droite : les flics attaquent les sans-papiers de la « jungle » de Calais le 22 septembre.



Phillippe Huguier/AFP

Alors même que ferment les usines l'une après l'autre et que pleuvent les licenciements, le gouvernement et les médias bourgeois prétendent que la crise économique touche à sa fin et que la France s'en est bien sortie dans cette crise internationale. Allez dire cela aux milliers de travailleurs qui ont déjà perdu leur emploi ou sont en train de le perdre. Allez le dire à ceux qui subissent le chômage partiel ou à ceux qui ne peuvent plus payer leurs traites ou leur loyer, aux millions de personnes touchées par les coupes sombres du gouvernement dans les retraites, la santé, les conditions de travail, etc. !

Les statistiques officielles montrent que ce sont les jeunes qui sont les plus frappés par la crise. 24 % des jeunes de 15 à 24 ans, et le chiffre est encore plus élevé pour les hommes, sont maintenant sans emploi. Dans les quartiers pauvres où l'oppression raciste et de classe s'y ajoute, le chiffre approche ou

dépasse les 50 %. Il n'est pas facile de trouver des chiffres pour le chômage dans les banlieues, mais d'après un rapport gouvernemental le nombre de personnes à la recherche d'un

Le mouvement ouvrier doit protester contre la répression qui frappe les jeunes de banlieue – A bas l'interdiction raciste du hidjeb et de la burqa !

emploi vivant dans les « zones urbaines sensibles » avait augmenté en janvier 2009 de 57 % sur un an, et de 100 % pour les jeunes « plus qualifiés » (*Mediapart*, 21 mars).

De nombreux jeunes dans les cités-ghettos sont les descendants des immigrés qui ont créé les richesses du pays après la Deuxième Guerre mondiale, les travailleurs les plus exploités et les moins payés. Mais ces jeunes aujourd'hui, contrairement à leurs parents ou grands-parents, ne trouvent plus de

Suite page 13



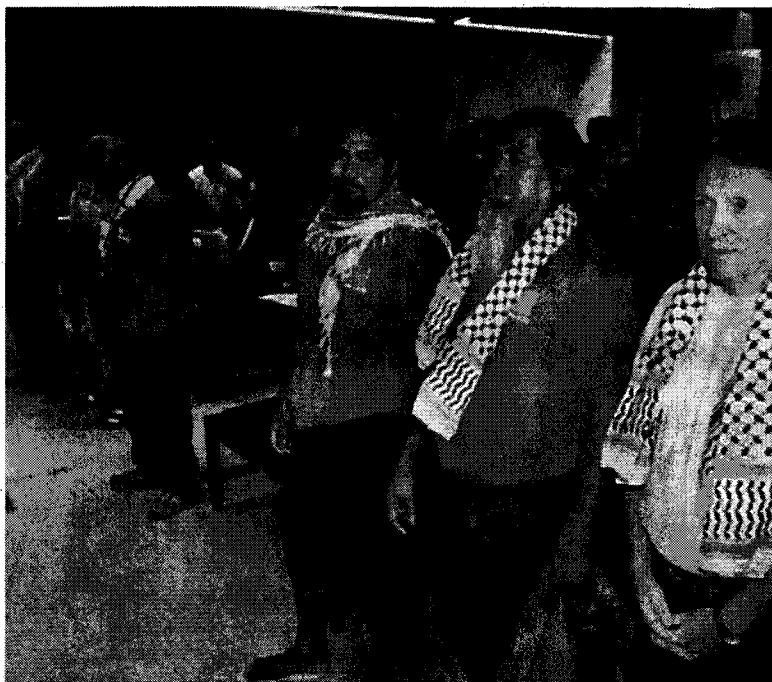
Dix-huit mois au total pour Gérard Jodar

Liberté pour les militants de l'USTKE ! Il faut riposter contre la répression coloniale et anti-ouvrière !

22 septembre – Nous reproduisons ci-dessous le communiqué publié par le CDDS en juillet dernier après la condamnation en première instance des militants de l'USTKE, suite à la lutte qu'ils avaient organisée contre le licenciement d'une employée à Air Calédonie. Le 15 septembre, la cour d'appel de Nouméa a confirmé la condamnation des militants de l'USTKE. Gérard Jodar, le président de l'USTKE, est maintenant condamné à neuf mois de prison ferme. Cinq autres militants écopent également de prison ferme et ont été maintenus en détention à la suite du procès. Gérard Jodar ayant été par ailleurs condamné

en appel à un an de prison dont trois mois ferme à propos du conflit contre la filiale de Veolia Carsud, le sursis est du coup tombé concernant les neuf mois qu'il n'avait pas purgés, ce qui porte à 18 mois la réclusion qu'il encourt. Jodar, qui entame bientôt son 4^e mois de prison, s'est pourvu en cassation.

En Nouvelle-Calédonie, de nombreux anciens dirigeants indépendantistes du FLNKS ont été achetés, notamment sous le gouvernement Jospin-Buffet, avec quelques miettes tirées de l'exploitation du nickel ; du coup l'USTKE est aujourd'hui la principale force en Nouvelle-Calédonie qui revendique



Gérard Jodar (à droite) et cinq de ses camarades de l'USTKE, lors du procès du 25 août dernier

l'indépendance vis-à-vis du colonialisme français. Comme le déclarait la vice-présidente de l'USTKE, Marie-Pierre Goyetche : « Ils n'ont pas été condamnés pour ce qu'ils ont fait mais pour ce qu'ils sont. À travers eux, c'est l'USTKE, ainsi que son engagement indépendantiste que l'on cherche à atteindre, à détruire » (*l'Humanité*, 16 septembre). Plus largement, c'est toute action syndicale, dans les colonies ou dans la métropole, qui se voit potentiellement criminalisée. Pourtant Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, s'est pour le moment contenté d'offrir à l'USTKE son aide

pour saisir la Haute autorité de lutte contre les discriminations ou pour entamer une procédure judiciaire auprès de l'Organisation internationale du travail ! Plus que jamais la classe ouvrière en France métropolitaine et dans les colonies doit protester contre le verdict colonial de Nouméa et se mobiliser pour exiger : **Liberté pour Gérard Jodar et tous les militants de l'USTKE !**

CD DS Comité de Défense sociale

Paris, le 2 juillet 2009 – Gérard Jodar, président de l'Union Syndicale des Travailleurs Kanaks et Exploités (USTKE), a été condamné le 29 juin à un an de prison ferme, et cinq de ses camarades à entre quatre et douze mois de prison ferme. Dix-huit autres militants ont eux aussi été condamnés à quatre mois de prison avec sursis. Le Comité de défense sociale (CDDS) proteste énergiquement contre cette attaque qui frappe les travailleurs de Nouvelle-Calédonie, de toute la France et de ses colonies. Ces condamnations sont les suites d'une attaque policière le 28 mai dernier. Alors qu'ils manifestaient à l'aérodrome de Magenta, s'opposant au licenciement d'une employée de la compagnie Air Calédonie et à la mise en cause des libertés syndicales, des dizaines de militants de l'USTKE, dont Gérard Jodar et les autres

Suite page 12

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Herminio Sanchez Réalisation : Guillaume José
Directeur de publication : Xavier Benoît Diffusion : Marc Guétier
Rédacteur en chef technique : Dominique Arnaud

Le Bolchévik est édité par la Société d'édition 3L, SARL au capital de 1 000 €. ISSN 0395-4269
Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0713 P 11506. Distribué par les NMPP.
Imprimerie : Roto Presse Numéris, 36-40 Bd Robert Schuman, 93190 Livry-Gargan

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Ce journal est imprimé par des travailleurs relevant de la convention collective nationale des imprimeries de Labeur et des industries graphiques.

Impérialistes, bas les pattes devant l'Iran !

A bas le régime clérical ! Aucun soutien aux mollahs « réformateurs » !

L'article suivant est traduit de Workers Vanguard, journal de la Spartacist League/U.S., n° 939, 3 juillet 2009.

* * *

29 juin – Quelques mois à peine après avoir célébré son 30^e anniversaire de règne brutal et oppresseur, la République islamique d'Iran est secouée par les manifestations les plus importantes qu'elle ait connues depuis la « révolution iranienne » de 1978-1979. Ces manifestations de masse ont été provoquées par le sentiment très répandu que le président sortant, Mahmoud Ahmadinejad, qui est soutenu par le « Guide suprême », l'ayatollah Ali Khamenei, a volé la victoire à son rival Mir Hussein Moussavi dans les élections présidentielles du 12 juin dernier. Après une semaine de manifestations où des centaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues de Téhéran et d'autres villes aux cris de « *Mort au dictateur* » et « *Allah Akbar* » (« Dieu est grand »), le régime a riposté. Plusieurs manifestants auraient été abattus par les *basiji*, la milice paramilitaire détestée, liée au corps d'élite de la Garde révolutionnaire, ainsi que par la police ; des centaines de personnes ont été enfermées dans la tristement célèbre prison d'Evin. La Ligue



La police anti-émeute iranienne attaque des partisans de Moussavi devant l'université de Téhéran, le 14 juin.

Pour un parti léniniste-trotskyiste en Iran, qui lutte pour la révolution ouvrière !

communiste internationale, dont la Spartacist League est la section américaine, appelle le mouvement ouvrier international à exiger : **Libération de tous les manifestants antigouvernementaux !**

La fraude qui a entouré la réélection d'Ahmadinejad a cristallisé tous les mécontentements qui travaillent la société iranienne : les femmes forcées à porter le *hidjeb* (voile), les jeunes condamnés pour avoir montré des signes d'affection en public, la misère généralisée et un chômage en augmentation. Des centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue pour exiger de nouvelles élections. Bien sûr, de

nombreux indices indiquent qu'il y a eu fraude. Mais les élections, avec ou sans fraude, étaient elles-mêmes une fraude ; elles étaient contrôlées par les mollahs qui avaient approuvé à l'avance toutes les candidatures.

Le soutien dont bénéficie Moussavi tient en partie à ce qu'il appelle à de vagues « réformes » sur les droits des femmes et autres questions sociales. Mais Moussavi, un des fondateurs de la République islamique, est tout autant un assassin que ses opposants au sein du régime actuel. Sous son règne, entre 1981 et 1989, des milliers et des milliers de militants de gauche, de Kurdes et de militant(e)s pour les droits des femmes ont été massacrés dans les prisons iraniennes et jetés dans des fosses communes. Des centaines de milliers d'Iraniens sont morts au cours de la guerre contre l'Irak, dans les années 1980. En 1999, des manifestations étudiantes ont été noyées dans le sang par le gouvernement « réformateur » du président de l'époque, Mohammad Khatami, qui est aujourd'hui un allié de Moussavi.

Les forces qui manifestent dans les rues des villes iraniennes sont hétérogènes, mais elles sont politiquement subordonnées à l'un des camps de ce qui n'est fondamentalement qu'un affrontement entre factions rivales au sein de l'élite cléricale au pouvoir. Un des principaux alliés de Moussavi est l'ancien président Ali Akbar Hashemi Rafsandjani, dont la corruption est de notoriété publique ; surnommé le « roi de la pistache », il est peut-être l'homme le plus riche d'Iran. Moussavi et Rafsandjani appellent à « ouvrir » un peu

plus l'économie par des privatisations et des investissements étrangers. Ils cherchent aussi à mettre en sourdine la démagogie « anti-impérialiste » associée à Ahmadijad. A l'étranger, les manifestations ont été applaudies par tout un éventail de forces politiques iraniennes, des monarchistes à ce qui reste de la gauche, en passant par des démocrates bourgeois. Les ouvriers et les opprimés d'Iran n'ont **aucun intérêt** à soutenir ni l'une ni l'autre des cabales qui se battent pour savoir quelle est la meilleure manière de perpétuer le régime sanglant des mollahs.

Les impérialistes américains et britanniques cherchent à intervenir dans cette situation d'agitation politique, et ils ont augmenté leurs émissions de radio à destination de l'Iran. Obama a déclaré qu'il était « horrifié et scandalisé » par la répression en Iran. Pendant ce temps, près de 200 000 soldats américains continuent de ravager l'Irak et l'Afghanistan, aux frontières est et ouest de l'Iran, tandis que des forces spéciales américaines mènent des opérations clandestines à l'intérieur même du pays. Après 30 ans de règne oppressif des mollahs, il y a sans aucun doute beaucoup de gens en Iran qui ont des illusions dans la démocratie bourgeoise occidentale, ou qui voient dans les impérialistes « démocratiques » des alliés potentiels. Ces illusions ont sans doute été renforcées par le ton plus mesuré d'Obama envers l'Iran (comparé à celui des fous de guerre de Bush et de sa bande) après sa prise de fonction.

Qu'il soit administré par les démocrates ou par les républicains, l'impérialisme US est l'ennemi mortel des travailleurs du monde entier. C'est la CIA, en collaboration avec les Britanniques, qui avait organisé le coup d'Etat de 1953 qui a renversé le Premier ministre Mohammad Mossadegh ; il s'agissait d'annuler la nationalisation de l'Anglo-Iranian Oil Company que Mossadegh avait décrétée. Les impérialistes avaient alors rétabli le pouvoir du shah, et ils ont soutenu la dynastie tyrannique et sanguinaire des Pahlavi jusqu'à son renversement en 1979. A bas l'occupation impérialiste de l'Afghanistan et de l'Irak ! Etats-Unis, hors du Pakistan et d'Asie centrale ! Impérialistes, bas les pattes devant l'Iran !

Les impérialistes US et leurs alliés israéliens, qui possèdent des armes nucléaires, ont de façon répétée menacé l'Iran d'actions militaires contre son programme nucléaire. Face à de telles menaces, nous disons que l'Iran a besoin d'armes nucléaires comme moyen de dissuasion contre ce genre d'agression. Le fait que l'Irak voisin ne disposait pas d'« armes de destruction massive », y compris nucléaires, a encouragé les Etats-Unis à envahir et occuper ce pays, ce qui a conduit au carnage et à l'occupation abominables que subit l'Irak depuis six ans. Tout en appelant à la défense militaire de pays néocoloniaux comme l'Irak ou l'Iran contre une agression impérialiste, nous ne donnons pas un iota de soutien politique à ceux qui les gouvernent et imposent leur domination à « leurs » masses opprimées. Nous disons : A bas tous les cheiks, colonels, mollahs et bouchers sionistes ! Pour une fédération socialiste du Proche-Orient !



Manifestation de masse à Téhéran après l'annonce du résultat des élections, le 18 juin. Getty

Les réformistes se sont prosternés devant les mollahs

Dans l'agitation qui secoue aujourd'hui l'Iran, tous les camps prennent comme modèle de leur activité politique le renversement, en 1979, de l'autocrate honni qu'était le shah Mohammed Reza Pahlavi. Quand l'opposition à la monarchie éclata à cette époque, il y eut notamment de puissantes grèves sur les champs de pétrole et dans tout le pays ; l'Iran aurait pu devenir le foyer de la révolution prolétarienne au Proche-Orient. Mais les mobilisations de masse furent canalisées vers une croisade réactionnaire pour une « République islamique » ; la quasi-totalité de la gauche, en Iran et au niveau international, applaudit l'opposition dominée par les mollahs et dirigée par l'ayatollah Khomeiny. Nous avons été les seuls, dans la gauche, à appeler le prolétariat à lutter indépendamment de la hiérarchie islamique et contre elle, et à balayer le Trône du Paon pour instaurer un gouvernement ouvrier et paysan.

L'instauration d'une théocratie chiite suite au renversement du shah a conduit à une répression brutale contre les Kurdes et autres minorités nationales, à l'exécution des gésistes, des homosexuels, des personnes adultères et autres accusés de « crimes contre Dieu », à la lapidation des femmes non voilées, au massacre des militants de gauche et à l'interdiction de tous les partis et journaux d'opposition. Nous écrivions dans notre Déclaration de principes internationale (*Spartacist* édition française n° 32, printemps 1998) :

« La "Révolution iranienne" de 1979 a ouvert une période d'ascendance politique de l'islam dans le monde historiquement musulman ; ce développement a contribué à la destruction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique, et a en retour été puissamment renforcé par celle-ci. La prise du pouvoir par Khomeiny en Iran, et sa consolidation, ont constitué une défaite semblable à l'écrasement du prolétariat allemand par Hitler en 1933, même si cela s'est accompli à une échelle locale plus restreinte. Avec notre mot d'ordre de "A bas le Shah ! Pas de soutien aux mollahs !" et l'attention que nous avons portée en particulier à la question femmes ("Non au voile !"), nous, tendance spartaciste internationale (TSI), nous sommes trouvés en totale opposition à la capitulation du reste de la gauche devant la réaction dirigée par les mollahs. »

Aujourd'hui, la plus grande partie de la gauche réformiste

Suite page 20

Visitez le site web de la LCI
www.icl-fi.org

**Défense de l'Etat ouvrier déformé chinois !
Pour la révolution politique ouvrière !**

Violences intercommunautaires au Xinjiang



AFP



Reuters

Conflit ethnique au Xinjiang, juillet : Chinoises hans blessées, dans un hôpital (à gauche) ; Ouïgours derrière une barricade dans leur quartier (à droite). Ci-dessous : soldats chinois dans une avenue du centre-ville d'Urumqi.

Au début du mois de juillet, un conflit violent entre nationalités éclatait à Urumqi, la capitale provinciale de la région autonome ouïgoure du Xinjiang, en Chine occidentale. Cela a commencé lorsque, le 5 juillet, des centaines de Ouïgours – un peuple turcophone traditionnellement musulman – se sont livrés à des actes de violence meurtrière contre leurs voisins chinois hans. En représailles, des bandes hans ont ensuite répliqué. Le gouvernement chinois annonce un bilan de 197 morts, pour la plupart des Chinois hans, et environ 1 600 blessés. Pour arrêter le massacre interethnique, le gouvernement a déployé d'importantes forces de police et envoyé 20 000 hommes pour patrouiller les quartiers hans et ouïgours.

Depuis le début le régime de Pékin prétend, sans preuve convaincante, que les émeutes d'Urumqi ont été fomentées par le Congrès mondial ouïgour (WUC), un groupe de nationalistes anti-chinois soutenu par les impérialistes et principalement basé aux Etats-Unis et en Allemagne. Bien entendu, le WUC présente un tableau des événements ayant mené aux émeutes totalement différent de celui du gouvernement chinois. Il affirme que le 5 juillet une manifestation pacifique de Ouïgours, principalement des étudiants, a été attaquée par la police qui a ouvert le feu de sang-froid sur les manifestants. Pour sa part, le gouvernement chinois affirme que les mesures répressives qu'il a prises étaient une réponse à la violence, et



AFP

non pas sa cause. Nous sommes très loin du théâtre des événements, et chaque source – que ce soit le gouvernement chinois, le WUC ou les médias impérialistes – a ses motivations propres quand elle présente ce qui s'est passé. Ce qui est sûr, c'est que, quelle que soit la manière dont les événements du 5 juillet ont commencé, ils ont rapidement dégénéré en violences intercommunautaires.

Même l'*Economist* de Londres (11 juillet), un porte-voix des financiers anglo-américains, déclarait : « *La violence au Xinjiang était brute, du racisme des deux côtés, et les Chinois hans ont subi l'essentiel de cette violence.* »

Ce qui a déclenché les émeutes à Urumqi, c'est un événement qui s'est produit à des milliers de kilomètres de là, dans la province du Guangdong, sur la côte sud-est de la Chine. Fin juin, des ouvriers migrants ouïgours logés dans un dortoir d'une usine de jouets appartenant à des capitalistes de Hong-kong étaient attaqués par des ouvriers hans. Au moins deux ouvriers ouïgours furent tués, et plusieurs autres blessés. Cette attaque, qui a duré plusieurs heures, avait apparemment été provoquée par une rumeur non fondée, répandue par un ancien ouvrier mécontent : six Ouïgours auraient violé deux femmes hans. Lorsque la nouvelle de l'événement atteignit le Xinjiang, les Ouïgours, furieux de l'inaction des autorités chinoises, réclamèrent une enquête approfondie au gouvernement. Ces griefs contre le gouvernement chinois, qui

semblent fondés, ne justifient en rien l'expédition meurtrière des Ouïgours du Xinjiang à l'encontre de leurs voisins hans.

Le Xinjiang, avec ses riches ressources naturelles, en particulier d'importants gisements de pétrole et de gaz naturel, a une importance économique stratégique pour la Chine. Hu Jintao, le président chinois, a jugé les violences intercommunautaires d'Urumqi d'une telle importance politique et d'une telle urgence qu'il a coupé court à sa participation au sommet du G8 en Italie et est rentré à Pékin. Quelle est la signification politique, sur un plan plus général, du conflit entre les Ouïgours et les Chinois hans au Xinjiang ? Pour répondre à cette question, il est nécessaire de comprendre la nature de classe de l'Etat chinois et ses rapports avec l'impérialisme mondial.

Le caractère de classe de l'Etat chinois

La Révolution chinoise de 1949, marquée par la victoire militaire des armées de Mao Zedong, basées sur la paysannerie, sur le Guomintang de Chiang Kai-shek, a détruit le pouvoir des capitalistes et des propriétaires fonciers et a libéré le pays du joug impérialiste. La Révolution chinoise a apporté d'immenses acquis sociaux aux ouvriers, aux paysans et aux femmes profondément opprimées. Cependant, la République populaire de Chine, dirigée par le Parti communiste (PCC), était dès sa naissance un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé, sur le modèle de l'ex-Union soviétique sous Staline, et elle le demeure. Une caste bureaucratique parasite et nationaliste est perchée au sommet d'une économie collectivisée.

Tout comme leurs prédécesseurs staliniens soviétiques, Mao et ses successeurs, y compris la direction actuelle, prôchent la notion profondément antimarxiste selon laquelle le socialisme pourrait être bâti dans un seul pays. Les marxistes définissent le socialisme comme une société égalitaire, sans classes, basée sur l'abondance matérielle, qui ne saurait être bâtie que sur la base d'une planification internationale ; une condition essentielle pour cela est le renversement du pouvoir capitaliste dans les centres capitalistes avancés d'Amérique du Nord, d'Europe occidentale et du Japon. En pratique, le

dogme stalinien du « socialisme dans un seul pays » s'est traduit par la conciliation de l'impérialisme mondial et l'opposition à la perspective de la révolution ouvrière internationale.

En tant que trotskystes, nous sommes pour la défense militaire inconditionnelle de l'Etat ouvrier bureaucratiquement déformé chinois contre l'impérialisme et la contre-révolution capitaliste. Pour répondre aux aspirations des ouvriers et des travailleurs ruraux chinois, ainsi qu'à celles des minorités nationales comme les Ouïgours, qui réclament les droits démocratiques et un gouvernement qui représente leurs besoins et leurs intérêts, nous sommes pour une révolution politique prolétarienne qui chassera la bureaucratie stalinienne et créera un gouvernement basé sur des conseils ouvriers et paysans élus, un gouvernement déterminé à suivre la voie de l'internationalisme prolétarien révolutionnaire.

Au cours des dernières décennies, le régime stalinien de Pékin a utilisé de façon intensive les mécanismes de marché dans l'économie, tout en encourageant les investissements à grande échelle de la part des sociétés occidentales et japonaises ainsi que de la bourgeoisie chinoise installée à Taïwan et à Hongkong. Une classe numériquement significative d'entrepreneurs capitalistes – dont beaucoup sont d'anciens fonctionnaires ou des enfants de fonctionnaires en place – s'est également développée en Chine continentale. En conséquence, une opinion maintenant répandue dans l'ensemble du spectre politique est que la Chine, anciennement « communiste », serait devenue capitaliste, ou qu'elle est rapidement et irrévocablement en train de le devenir. Cette opinion est fautive. Le noyau de l'économie chinoise continue à être basé sur la propriété collectivisée. En fait, le caractère non capitaliste de la Chine a été clairement démontré avec la grave récession que connaît actuellement l'économie mondiale.

Pour le voir, on peut comparer les effets des programmes de relance économique aux Etats-Unis et en Chine. Malgré les 800 milliards de dollars du plan de relance mis en œuvre par l'administration démocrate de Barack Obama, la production et l'emploi ont continué à baisser. Le produit intérieur brut est près de 4 % en dessous de son niveau de l'an dernier, tandis que la production industrielle a diminué de 13,6 % sur la même période. L'optimisme officiel de la Maison Blanche d'Obama, pour qui l'économie aurait touché le fond et serait en train de repartir, se fonde sur le fait qu'en juillet les employeurs ont éliminé seulement un quart de million d'emplois, un peu moins que la moyenne des pertes d'emplois au cours des mois précédents.

A l'opposé, le programme de relance de la Chine, centré sur les investissements dans les infrastructures par les entreprises d'Etat et les organismes gouvernementaux, et sur l'assouplissement du crédit par les banques contrôlées par l'Etat, a réussi à compenser la diminution massive des recettes d'exportation. Le taux de croissance annuel du produit intérieur brut a augmenté, passant de 6 % au premier trimestre à 8 % au second. Richard McGregor, un spécialiste de la Chine au *Financial Times* de Londres, écrivait le 9 août dernier : « Pékin a réussi à tirer l'économie chinoise du trou avec un plan de relance monétaire et fiscal massif. »

Toutefois, la récession économique mondiale a brutalement dégradé les conditions de vie des ouvriers migrants venus des campagnes qui triment dans des usines appartenant à des capitalistes étrangers et chinois de l'extérieur pour produire des biens d'exportation dans l'industrie légère. Beaucoup ont dû retourner dans leur village, au moins temporairement, y compris des Ouïgours du Xinjiang. Les jeunes pauvres des villages et des villes du Xinjiang, ouïgours mais

Spartacist en chinois n° 8



Les « réformes de marché » en Chine :
Une analyse trotskyste

La Révolution russe et l'émancipation des femmes

1 € (28 pages), commande : Société d'édition 3L,
LB, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Suite page 24

A bas la persécution des militants de l'ETA !

Libération immédiate des militants nationalistes basques, au Sud et au Nord des Pyrénées !

Paris, le 2 septembre – Le 19 août, Alberto Machain Beraza, Beraza Aitzol Etxaburu et Andoni Sarasola ont été arrêtés en Savoie lors d'une opération conjointe des flics français et espagnols. Tous trois sont soupçonnés d'appartenir au groupe indépendantiste basque Euskadi Ta Askatasuna (Patrie basque et liberté, ETA) et de lui avoir fourni des armes et des explosifs. Actuellement 172 personnes sont emprison-

Pour le droit à l'autodétermination du peuple basque !

nées en France dans le cadre de la répression du mouvement nationaliste basque (*le Figaro*, 1^{er} septembre). L'Etat français se targue d'avoir livré depuis le début de l'année 15 autres militants à la police espagnole du gouvernement social-démocrate de José Luis Zapatero ; ils sont venus grossir les rangs des centaines de prisonniers politiques qui croupissent aujourd'hui dans les prisons espagnoles ; en février 2008 il y avait d'après le journal nationaliste basque *Gara* (25 mars 2008) 739 prisonniers nationalistes basques en France et en Espagne, pour une population de peut-être deux millions de Basques ; il faut remonter à 1969, au plus sombre des années du franquisme, pour trouver un chiffre équivalent ! **Nous exigeons la libération immédiate de tous les militants nationalistes basques et la levée des poursuites contre eux !**

Ces arrestations surviennent quelques semaines après plusieurs attentats notamment contre une caserne de gardes civils espagnols où deux gardes civils ont trouvé la mort et par ailleurs, sans faire de victime, contre le siège du Parti socialiste à Durango ainsi que contre des installations touristiques à Majorque. Ces attaques montrent que, malgré les rodomontades des flics français et espagnols, l'ETA, qui existe depuis maintenant 50 ans, est loin d'avoir été démantelée. Le mouvement nationaliste lutte contre une oppression nationale de plus en plus féroce. L'organisation politique Batasuna, présentée comme la vitrine politique de l'ETA, est interdite dans toute l'Europe, et toute organisation soupçonnée de lui être apparentée ou de ne pas lui être hostile est régulièrement interdite et ses listes électorales sont écartées des scrutins « démocratiques » espagnols.

La Cour européenne des droits de l'homme vient d'accorder officiellement son soutien à ces mesures d'Etat policier, les qualifiant de « *besoin social impérieux* » et « *nécessaire dans une démocratie* » (*el País*, 1^{er} juillet). On ne peut montrer plus clairement que la démocratie capitaliste n'est qu'une voile parlementaire commode pour masquer la dictature de la classe capitaliste sur les travailleurs et les opprimés. Les



Manifestation de Batasuna à Bayonne le 27 septembre 2008

« droits de l'homme », c'est le droit de la classe capitaliste d'exploiter la classe ouvrière et d'envoyer ses flics contre ceux qu'elle déclare représenter un danger pour sa domination. Face à la répression des Etats capitalistes espagnol et français, le mouvement ouvrier doit s'opposer à l'interdiction des organisations nationalistes et lutter pour le droit d'autodétermination du peuple basque. C'est le seul antidote au poison chauvin qui divise les travailleurs basques et non basques et qui est crucial à la bourgeoisie espagnole pour perpétuer son système capitaliste d'oppression.

Suite aux dernières arrestations le flic en chef espagnol, le social-démocrate Alfredo Pérez Rubalcaba, est venu à Paris le 26 août pour célébrer avec le nouveau ministre des flics français Brice Hortefeux la collaboration policière entre la France et l'Espagne. Cette collaboration avait été cimentée dans le sang dans les années 1980 sous les gouvernements sociaux-démocrates de Mitterrand et Felipe González, avec la formation d'escadrons de la mort, les GAL, qui ont assassiné au moins 27 nationalistes basques présumés. Cette collaboration s'est poursuivie fructueusement depuis, y compris sous le gouvernement Jospin-Buffet-Mélenchon il y a une dizaine d'années. Aujourd'hui elle vise non seulement les nationalistes basques mais aussi notamment les travailleurs sans papiers qui ont réussi à passer en Espagne depuis l'Afrique au péril de leur vie et qui essaient de remonter vers le reste de l'Europe. Les mesures se multiplient pour expulser les travailleurs immigrés, y compris ceux qui avaient légalisé leur résidence. Nous exigeons, en Espagne et en France : **Pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés ! A bas les déportations !**

Lors du sommet policier du 26 août, Rubalcaba a notamment insisté que la persécution de l'ETA est « *le problème le plus important en Espagne en ce moment* » (vidéo de sa

conférence de presse sur www.interieur.gouv.fr). Et cela au moment où la crise économique dévaste l'Espagne avec une violence encore pire que dans la plupart des pays d'Europe ! Il y a officiellement près de 4 millions de chômeurs en Espagne, un cinquième de la population active. La déclaration de Rubalcaba sert d'exemple pour montrer comment la bourgeoisie espagnole utilise la répression contre le peuple basque afin de faire des Basques le bouc émissaire de la crise capitaliste et ainsi empêcher toute mobilisation prolétarienne face aux plans de licenciements massifs et aux expulsions de leur logement de ménages surendettés. C'est un exemple classique de comment la bourgeoisie divise pour mieux régner. Aussi, il est indispensable pour l'unité révolutionnaire du prolétariat en Espagne et des deux côtés des Pyrénées que le mouvement ouvrier se mobilise en défense du peuple basque et défende son **droit à l'autodétermination, allant y compris jusqu'à l'indépendance, vis-à-vis de l'Espagne et/ou de la France**. Mais la gauche réformatrice espagnole, totalement dévouée à la défense des intérêts de sa propre bourgeoisie capitaliste, se retrouve ouvertement ou implicitement du côté de sa propre bourgeoisie et du gouvernement social-démocrate contre les militants nationalistes basques.

Quant à l'ETA, en déposant de façon criminelle des bombes dans des restaurants et autres installations touristiques (le tourisme étant un pilier de l'économie du pays qui fournit une proportion importante des emplois), elle vise potentiellement n'importe qui. Le 30 décembre 2006 ce sont deux jeunes immigrés équatoriens qui ont ainsi été tués lors d'un attentat revendiqué par l'ETA à l'aéroport de Madrid. En déchaînant la violence entre les peuples, l'ETA alimente les peurs et les haines de tous les nationalismes et aide les réformistes espagnols à souder la classe ouvrière non basque derrière la bourgeoisie espagnole. Ce que veulent simplement les nationalistes basques, c'est la formation d'un Etat national basque séparé (par rapport aux oppresseurs espagnol et français), un *Etat bourgeois* défendant les intérêts spécifiques de la bourgeoisie basque à l'étranger – et au Pays basque lui-même contre les travailleurs basques et issus de l'immigration vers ce pays.

L'enlèvement et l'exécution de flics, de politiciens bourgeois et de patrons d'industrie ne sont pas des crimes contre la classe ouvrière, mais ce sont des actes vains qui découlent aussi de la perspective nationaliste des militants de l'ETA, à l'opposé d'une stratégie de mobilisation de la masse des opprimés (notamment dans ce cas ceux de nationalité espagnole ou catalane) et à la perspective de révolutions socialistes des deux côtés des Pyrénées. En tant que marxistes-léninistes, nous nous opposons à la stratégie petite-bourgeoise du terrorisme individuel dans la lutte contre l'oppression capitaliste : nous partons du point de vue des intérêts historiques du prolétariat, qui sous le capitalisme est la seule classe sociale à détenir la puissance sociale pour renverser le système capitaliste en raison de ses rapports avec les moyens de production. Néanmoins, quand les opprimés agissent contre la bourgeoisie et son Etat, nous prenons leur défense contre la répression des capitalistes.

Le mouvement ouvrier doit défendre les nationalistes basques face à la répression qu'ils subissent, tout en s'opposant à leur idéologie. Derrière la répression au Pays basque, c'est le mouvement ouvrier multiethnique dans son ensemble que la bourgeoisie s'attache à diviser. Dans une région où la polarisation sur des lignes nationales peut mobiliser des dizaines de milliers de personnes dans des manifestations soit pour, soit contre les droits des Basques, la lutte doit être menée par une avant-garde prolétarienne luttant activement contre l'oppression nationale. Sans cet élément crucial, la puissance historique de l'idéologie du nationalisme, le poids

énorme de l'oppression nationale brutale et le social-chauvinisme de la gauche française et espagnole se combinent pour pousser des ouvriers basques dans les bras des nationalistes basques, qui sont aujourd'hui la force principale dans les syndicats de la région (voir notamment notre article sur la question basque dans *le Bolchévick* n° 146).

La gauche réformatrice française, pour commencer, considère la question basque comme un problème exclusivement espagnol ; elle défend ainsi implicitement l'unicité et l'indivisibilité de la république capitaliste française (alors même que lors des dernières élections européennes il y a quelques mois près de 10 000 voix se sont portées sur des listes nationalistes dans les Pyrénées-Atlantiques). Lutte ouvrière met sur le même plan la terreur du gouvernement capitaliste espagnol dirigé par les sociaux-démocrates et les attentats de l'ETA : « *La politique de l'ETA, qui considère dans les faits tous les Espagnols, y compris les travailleurs, comme des adversaires, est évidemment criminelle. Mais elle n'est pas la seule à semer la confusion au sein de la classe ouvrière espagnole. Celle de la gauche espagnole, dont la seule ambition est de gérer au gouvernement les affaires de la bourgeoisie, et qui n'en finit pas de s'aligner sur une droite lourdement marquée par l'héritage franquiste, aboutit aux mêmes conséquences* » (Lutte de Classe n° 104, avril 2007). Les réformistes de Lutte ouvrière sont bien connus pour leurs capitulations aux campagnes « antiterroristes » de la bourgeoisie, ce qui se traduit notamment dans leur refus de s'opposer au quadrillage policier raciste des gares et aéroports français sous le plan Vigipirate.

Quant au NPA d'Olivier Besancenot et Alain Krivine, il n'a à notre connaissance jamais pris position sur la question basque. Son incarnation précédente, la « Ligue communiste révolutionnaire », avait publié le 1^{er} février 2007 dans *Rouge* un article disant notamment : « *Les autres gauches basques doivent convaincre la gauche abertzale [nationaliste] que, si l'ETA doit abandonner les armes, ce n'est [pas] parce que l'Etat espagnol l'exige comme condition pour renouer le dialogue, mais parce que cet abandon est indispensable pour articuler une alliance démocratique pour l'autodétermination nationale, laquelle seule permettra de transformer en mobilisation citoyenne ce qui est aujourd'hui un sentiment majoritaire dans la société basque.* » Même s'ils revendiquent occasionnellement la libération de certains militants basques, ils veulent en réalité désarmer les militants basques au nom de la « démocratie » capitaliste qui justement opprime les Basques. Il y a 36 ans les camarades espagnols de Krivine se liquidaient au Pays basque dans une branche du nationalisme basque issue de la mouvance politique de l'ETA. Aujourd'hui ils capitulent directement devant l'Etat capitaliste espagnol postfranquiste.

Les luttes ouvrières des années 1930 et des années 1970 en Espagne ont montré que la solution à la question nationale dans ce pays est inextricablement liée à la lutte pour le pouvoir ouvrier dans toute la péninsule. Nous luttons pour construire un parti ouvrier léniniste d'avant-garde défendant le droit d'autodétermination des Basques, des deux côtés des Pyrénées. Seul un tel parti sera en mesure d'unir les Basques et les Catalans aux ouvriers de tout le pays, et au-delà des Pyrénées en France, dans une lutte commune pour la révolution ouvrière qui, en Espagne, balayera l'héritage du franquisme en renversant la bourgeoisie espagnole, y compris ses composantes basque et catalane, et en constituant un gouvernement ouvrier. *A bas la chasse aux sorcières contre les nationalistes basques ! Pour des partis trotskystes en Espagne et en France, parties intégrantes d'une Quatrième Internationale reforgée !* ■

Michael Jackson et le capitalisme raciste

L'article suivant a été traduit de *Workers Vanguard*, journal de la *Spartacist League/U.S.*, n° 940, 31 juillet.

* * *

Michael Jackson, mégastar noire et icône de la musique, est décédé chez lui le 25 juin à Los Angeles. Appelé depuis des décennies le « roi de la pop », il était un des artistes ayant vendu le plus de disques de toute l'histoire et il reste immensément populaire dans le monde entier. A l'annonce de sa mort, ses fans se sont rassemblés spontanément, dansant à Harlem au son de sa musique, dansant le « moonwalk » ou organisant des cérémonies en sa mémoire jusque dans des villes lointaines comme Mexico, Hongkong et Paris. Le maire de Rio de Janeiro a annoncé qu'une statue va être érigée à l'effigie de Michael Jackson dans les bidonvilles où il avait filmé un des clips de son « *They Don't Care About Us* ». A Alger, des centaines de chanteurs et de danseurs de toute l'Afrique ont joué la chanson des Jackson 5 « *Blame It on the Boogie* ».

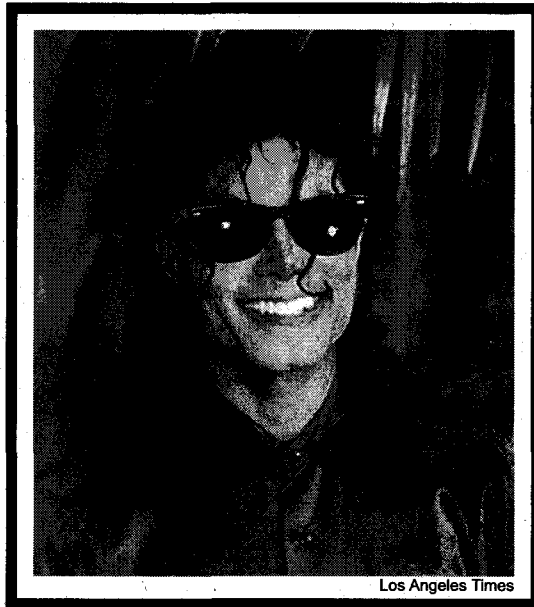
Ce qui est tragique dans la mort de Michael Jackson, c'est qu'une carrière musicale d'une influence phénoménale ait été pratiquement détruite par une chasse aux sorcières violemment raciste et puritaine qui a duré plus de dix ans. L'hystérie de masse contre Michael Jackson, accusé d'« attentat à la pudeur contre des enfants », en dit long sur cette société capitaliste antisexe et obscurantiste où il suffit d'être une célébrité noire excentrique pour que l'Etat essaye de monter des accusations contre vous. Un article du *Los Angeles Times* (27 juin) rend bien l'hypocrisie sans borne des médias bourgeois : de son vivant, ils ont pourchassé Michael Jackson en l'accusant de « pédophilie », même après qu'il avait été acquitté de toutes les accusations ; et maintenant qu'il est mort, ils le couvrent d'hommages : « *Les journaux à sensation qui l'avaient calomnié sans pitié et le surnommaient "Wacko Jacko" [Jackson le cinglé] à cause de son comportement fantasque, de son apparence de plus en plus étrange et des accusations contre lui d'outrage à la pudeur, tout d'un coup ne tarissaient plus d'éloges envers l'homme "qui fournissait la bande-son à un milliard d'êtres humains".* »

Victime d'une vendetta raciste

Sa carrière a démarré sous les projecteurs des médias alors qu'il n'avait que onze ans et qu'il était le chanteur vedette des Jackson 5, produits par la compagnie de disques Motown Records. Puis il a fait carrière en solo comme compositeur, musicien et interprète jusqu'à l'âge de 50 ans. Michael Jackson était célèbre non seulement pour la variété de ses talents, mais aussi parce qu'il remettait en question l'identité sexuelle et raciale. Dans le même esprit que d'autres artistes qui

avaient « traversé les lignes », comme Chuck Berry – qui a été l'un des premiers artistes à jouer devant des auditoires multiraciaux –, Michael Jackson était connu pour avoir brisé les barrières raciales et il a été le premier artiste noir à être largement diffusé sur MTV.

Mais la barrière raciale « impardonnable » qu'il a tenté de franchir était son apparence. Qu'il ait été atteint de vitiligo [trouble de la pigmentation] ou qu'il ait intentionnellement décoloré sa peau, le fait est que son « blanchiment » graduel et ses chirurgies esthétiques ne l'ont nullement rendu moins noir aux yeux de l'Amérique raciste – ce qui confirme de façon tordue le caractère de l'oppression des Noirs : ils forment une caste de couleur. Même avec tout l'argent du monde, quel que soit le changement que vous ayez opéré dans votre apparence « raciale », rien ne pourra changer ce fait que si vous êtes né noir, l'Amérique capitaliste fera en sorte de vous remettre à votre place. Dans un pays où l'idéologie suprémaciste blanche de la « pureté » raciale a eu comme résultat la règle d'« une goutte de sang noir » [qui suffit à faire de



vous un Noir], la transformation du physique de Michael Jackson est une transgression que les médias bourgeois et l'« opinion publique » n'allaient pas laisser passer.

Beaucoup de Noirs ont vraiment des liens avec quelqu'un qui, quoi qu'il ait fait, avait toujours à répondre aux attentes de cette société sur ce que doit être l'apparence d'un Noir, comment un Noir doit se comporter et avec qui il doit coucher. Même dans la mort, on continue de salir cet homme hors du commun, au talent énorme, tandis que la plupart des Noirs prennent sa défense par défi. Ces dernières semaines, il n'était pas rare que des commentateurs de télé et de radio demandent pourquoi les Noirs s'identifient avec Michael Jackson alors qu'il « ressemblait à un Blanc ». Bill O'Reilly, animateur vil et enragé de Fox News, fulminait, dans son émission *The O'Reilly Factor*, contre les Noirs qui voient en Michael Jackson un des leurs alors qu'il a l'air blanc et « a choisi d'avoir des enfants blancs ». C'était là du O'Reilly tout craché, une expression brute et aigre de la mentalité de la bourgeoisie américaine.

Race et sexe en Amérique

Comme nous l'avons dit dans notre article « Arrêtez la vendetta contre Michael Jackson ! » (*Workers Vanguard* n° 818, 23 janvier 2004) : « *Dans l'affaire Michael Jackson s'entremêlent l'homophobie éhontée, la stigmatisation réactionnaire par l'Etat des relations sexuelles intergénérationnelles et les préjugés raciaux.* » La campagne de diffamation contre Michael Jackson a servi à la bourgeoisie pour attiser

l'hystérie sur les questions de race et de sexe, omniprésente dans un pays où les Noirs (célèbres ou non) sont fréquemment inculpés sur la base de fausses accusations liées au sexe. En 1913 le boxeur noir Jack Johnson a été arrêté parce que les rapports qu'il entretenait avec des femmes blanches étaient considérés comme une violation de la loi Mann interdisant de faire traverser les frontières entre Etats à des femmes à « *des fins immorales* ». En 1960 le rockeur noir Chuck Berry a été déclaré coupable d'avoir fait traverser des frontières entre Etats à une mineure en violation de la loi Mann. Plus récemment, le chanteur de R&B R. Kelly a été traîné en justice sur la base d'accusations liées au sexe. L'hystérie autour de la sexualité masculine des Noirs est une constante de la culture américaine ; elle a longtemps été utilisée pour justifier la terreur de la corde à lyncher.

Beaucoup de membres de l'élite noire, qui normalement ne toucheraient pas à une question « sexuelle » controversée, se sont sentis obligés de prendre la défense de Michael Jackson. Le lendemain de la mort de Michael Jackson, les députés noirs Jesse Jackson Jr. et Diane Watson ont demandé une minute de silence dans la Chambre des Représentants en mémoire de Michael Jackson, ce qui a amené au moins un membre du Congrès à claquer la porte en signe de protestation. Lorsque la députée démocrate Sheila Jackson Lee a soumis une résolution déclarant que Michael Jackson est « *une légende américaine, une icône de la musique et une personne humanitaire d'envergure mondiale* », la résolution a été immédiatement mise au panier par la Présidente de la Chambre Nancy Pelosi, pour le plus grand plaisir du député républicain Peter King. King est tristement célèbre pour avoir caractérisé de « *débauchée* » la couverture médiatique de la mort de Michael Jackson et fulminé sur YouTube contre ce « *pédophile* », ce « *perverse* ».

Michael Jackson a été la victime d'un ordre social dépravé avec un sens cruel et dégénéré de la « moralité ». Et tous ces politiciens – noirs ou blancs, démocrates ou républicains – sont de fervents défenseurs de ce même ordre social, c'est-à-dire du capitalisme américain.

Les valeurs puritaines de l'Amérique

Nous avons défendu Michael Jackson les deux fois où il a été traîné devant la justice, tout au long des procédures judiciaires et des tribulations qu'il a subies sous l'accusation d'attentat à la pudeur contre des mineurs. Ces affaires reposaient sur des oui-dire, des témoignages contradictoires et aucune preuve concrète. Comme nous l'avons dit dans notre article « *Michael Jackson gagne contre la vendetta antisexe et raciste* » (*Workers Vanguard* n° 851, 8 juillet 2005) :

« Il est possible que les relations de Michael Jackson avec des garçons n'avaient absolument aucun caractère sexuel, comme il le soutient obstinément, mais pour nous cela n'a aucune importance. La vendetta de l'Etat contre Michael Jackson reposait sur des lois antisexe auxquelles nous nous opposons par principe. [...]

« Le sexe est une activité naturelle pour les êtres humains – y compris les enfants. Nous croyons que pour toute relation sexuelle, le principe directeur doit être celui du consentement effectif, quel que soit l'âge, le sexe ou la race. C'est-à-dire que si les personnes impliquées savent effectivement ce qu'elles veulent faire et qu'elles en ont le désir, alors cela devrait régler la question. Nous nous opposons à l'interférence réactionnaire et arbitraire de l'Etat dans des questions d'un tel ordre privé. »

Notre ferme défense de l'intimité et de la liberté sexuelle, sous tous ses aspects en général et dans le cas de Michael Jackson en particulier, nous a valu le mépris des libéraux et



AP
Hommage à Michael Jackson, le 30 juin à Harlem : ses fans chantent et dansent au son de sa musique.

de la gauche réformiste qui se complaisent dans le rôle de « police des mœurs » dès qu'il s'agit de questions sexuelles. Cela s'est exprimé de la façon la plus extrême quand nos camarades en Allemagne ont été exclus d'une conférence appelée « Les journées du socialisme » et animée par Sozialistische Alternative Voran (SAV), l'organisation sœur de Socialist Alternative aux Etats-Unis [et du courant Gauche révolutionnaire (GR) du NPA en France] qui sont affiliées au Comité pour une internationale ouvrière (CIO) de Peter Taaffe (voir « Les camarades allemands de la GR excluent ceux qui défendent Michael Jackson », *le Bolchévik* n° 172, juin 2005). Pour les taaffistes, tout ce qui ne se conforme pas aux valeurs répressives et obscurantistes de la société bourgeoise mérite d'être politiquement censuré. Les taaffistes ont scandaleusement calomnié notre position dans le cas de Michael Jackson comme si nous étions pour la « *défense des violeurs* » et pour « *relativiser les abus sexuels d'enfants* » ! Explicitement ou implicitement, la plus grande partie de la gauche suivait volontiers le troupeau de ceux qui déclaraient « étrange veut dire coupable » à propos de Michael Jackson ; ils montraient par là leur soutien à la moralité pudibonde bourgeoise ainsi que leur loyauté envers l'ordre social actuel.

La vie sexuelle de Michael Jackson ne regardait personne d'autre que lui. D'innombrables personnes ont été stigmatisées comme « délinquants sexuels » aux USA alors qu'elles n'ont commis aucun crime ni fait de mal à personne ; leur vie est pourtant devenue un cauchemar du fait des lois bourgeoises et de l'hystérie médiatique. Comme toutes ces personnes, Michael Jackson a dû faire face aux tentatives de la bourgeoisie de l'envoyer en prison pour non-conformité aux normes de cette société. Aujourd'hui, après sa mort, les médias regorgent de commentaires sur son patrimoine, la garde de ses enfants et la descente chez son docteur qui est suspecté d'homicide.

Le démocrate noir Al Sharpton est un escroc de la politique dont la spécialité est de canaliser la colère des Noirs face à l'injustice raciste vers le soutien au Parti démocrate capitaliste. Mais au cours du somptueux mémorial, minutieusement préparé et chargé d'émotion en l'honneur de Michael Jackson, il a eu un moment d'honnêteté en déclarant : « *Je veux que ses trois enfants sachent : il n'y avait rien de bizarre chez votre papa. Ce qui était bizarre, c'est ce à quoi votre papa a dû faire face.* » Le fait que le très doué Michael Jackson ait été une source majeure de scandale et d'attaques dans le monde du spectacle n'est pas révélateur de ce qu'il a fait mais de cette société malade dans laquelle il a vécu. ■

Engels contre Jaurès à la fête de l'Humanité

La fête de l'Humanité était marquée cette année notamment par le 150^e anniversaire de la naissance de Jaurès, le fondateur du journal l'Humanité. Le PCF avait prévu de lui rendre tous les hommages, y compris en organisant trois grands débats en son honneur à l'Agora de la fête. On a eu droit y compris à l'autocritique de Roland Leroy sur la place insuffisante qu'avait longtemps accordée le PCF à Jaurès dans son panthéon. Voici l'intervention du représentant de la LTF lors du deuxième débat sur « Jaurès et les valeurs de gauche » où figuraient à la tribune l'historien Raymond Huard et les philosophes Laurence Loeffel et André Tosel :

« Je trouve cela très bien que le PCF se revendique plus que jamais de Jaurès. Jaurès, après une carrière de politicien bourgeois, a été de façon constante, avec l'Allemand Bernstein, à l'aile droite de la Deuxième Internationale d'avant la Première Guerre mondiale. Lénine et Rosa Luxemburg l'ont dénoncé comme le principal porte-parole du ministérialisme à l'occasion de l'entrée du socialiste Millerand dans un gouvernement bourgeois. Effectivement Marie-George Buffet tout comme Jean-Luc Mélenchon, qui étaient tous les deux ministres ou secrétaires d'Etat sous Jospin, s'inscrivent dans cette tradition antimarxiste de Jaurès de participer à un gouvernement bourgeois, une tradition opposée à la Révolution russe et à la dictature du prolétariat.

« Les marxistes s'opposent non seulement à la participation à un exécutif bourgeois, ils sont y compris contre se présenter aux élections pour de tels postes exécutifs comme celui de président de la République ou de maire.

« Non seulement Lénine et Rosa Luxemburg, mais aussi déjà Engels mettaient en garde le mouvement ouvrier contre Jaurès, et je voudrais ici reprendre une citation d'Engels reproduite dans notre journal le Bolchévik de la Ligue trotskyste [extraite d'une lettre à Paul Lafargue, écrite le 6 mai 1894] : "Puis ce M. Jaurès, ce professeur doctrinaire, mais ignorant, surtout en économie politique, talent essentiellement superficiel, abuse de sa faconde pour se forcer dans la première place et poser comme le porte-voix du socialisme qu'il ne comprend même pas."

« La tradition d'Engels c'est le Bolchévik. Et l'Humanité c'est effectivement le journal de Jaurès. »

Nous renvoyons sur ce point au nouveau numéro de Spartacist édition française et notamment à notre article « A bas les postes exécutifs de l'Etat capitaliste ! Principes marxistes et tactiques électorales », qui revient plus longuement sur la lutte dans la Deuxième Internationale il y a plus de 100 ans contre le ministérialisme bourgeois. Cet article revient aussi sur l'opposition bolchévique au municipalisme bourgeois. Nous nous basons sur l'expérience de la Révolution russe et les leçons que nous ont imparties les bolchéviks de Lénine, et qui nous conduisent à formuler notre opposition à même nous présenter à l'élection à des postes exécutifs de l'Etat bourgeois. Quant à nos opposants, ils rejettent cette expérience et ils ont soutenu la contre-révolution capitaliste en URSS ; la contre-révolution, un pas en arrière catastrophique pour le mouvement ouvrier international, se reflète dans une régression idéologique qui conduit nos opposants à retourner aux modèles d'avant la Révolution russe, plus précisément l'aile droite de la Deuxième Internationale d'avant 1914.

La remarque d'Engels sur l'ignorance de Jaurès « surtout en économie politique » est d'autant plus pertinente et tranchante que beaucoup d'intervenants à la fête, obligés de convenir que Jaurès n'avait rien de marxiste dans sa politique, affirmaient qu'il était du moins en économie politique du

fait qu'il reconnaissait la loi de la valeur de Marx.

Le PCF n'était pas le seul à revendiquer un retour aux traditions antimarxistes du mouvement ouvrier français d'il y a 100 ans. Jean-Luc Mélenchon, dirigeant du nouveau Parti de gauche (PG), diffusait son nouvel opuscule l'Autre gauche où il insiste que le socialisme français se distingue de la social-démocratie classique à l'allemande par le fait qu'il intègre en plus le républicanisme bourgeois de la Troisième République. Le « Parti de gauche » de Mélenchon, c'est donc le « social-républicanisme de Jean Jaurès » (l'Autre gauche), plus la « planification écologique » ; son collaborationnisme de classes est, donc à double entrée : la promotion de la République capitaliste laïque contre la droite, et l'unité de tous avec tous car avec la cause écologique « il y a un "intérêt général" spécifiquement commun à tous les humains ».

La contribution dans la fête de l'ex-« extrême gauche » à la réhabilitation de Jaurès était plus modeste, mais d'autant plus réelle qu'elle s'exprimait dans l'action : le NPA diffusait un tract proposant de faire l'unité avec les jaoussistes du PC-PG lors des prochaines élections, et LO défendait (en réponse à nos interventions lors de ses meetings dans son stand) sa participation à la gestion municipale du capitalisme dans les municipalités jaoussistes tenues par le PCF voire les chevénementistes.

Pour notre part nous nous réclamons des luttes contre Jaurès de Friedrich Engels, cofondateur avec Karl Marx du socialisme scientifique. Nos inspirateurs, ce sont les « 3L » qui ont continué son combat : Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht et Vladimir Lénine. Cette continuité est passée ensuite jusqu'à nous par l'intermédiaire de Léon Trotsky et James P. Cannon, le fondateur du trotskysme aux Etats-Unis. Aujourd'hui nous luttons pour reforcer la Quatrième Internationale, parti mondial de la révolution socialiste. ■



SPARTACIST

Le nouveau Spartacist vient de paraître !

A bas les postes exécutifs de l'Etat capitaliste !

Principes marxistes et tactiques électorales

Contre la trahison de POUM et ses avocats d'hier et d'aujourd'hui

Trotskysme contre front-populaire dans la guerre civile espagnole

Femmes et révolution

Les ouvriers et les contrats de la Chine contemporaine

Pour la défection de la Chine contre l'impérialisme et le socialisme

Pour la révolution politique prolétarienne

A bas les postes exécutifs de l'Etat capitaliste !

Principes marxistes et tactiques électorales

Contre la trahison de POUM et ses avocats d'hier et d'aujourd'hui

Trotskysme contre front-populaire dans la guerre civile espagnole

Femmes et révolution

Les ouvriers et les contrats de la Chine contemporaine

Pour la défection de la Chine contre l'impérialisme et le socialisme

Pour la révolution politique prolétarienne

Spartacist publie les documents et les textes théoriques essentiels de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste). Il est publié sous la direction du comité exécutif international en anglais, français, allemand et espagnol. **Spartacist** édition française est envoyé à tous les abonnés au **Bolchévik**.

Spartacist édition française, n° 39 (72 pages)
1,50 € / 2\$Cdn

USTKE...

Suite de la page 2

condamnés, ont dû fuir l'assaut brutal des flics et une pluie de grenades lacrymogènes, trouvant refuge dans deux avions d'Air Calédonie. Ils ont été scandaleusement condamnés pour « entrave à la circulation d'un aéronef ». Ils ne faisaient en réalité que défendre le droit de grève et de manifester ! **Nous nous solidarisons avec nos frères de classe en Nouvelle-Calédonie contre cette chasse aux sorcières de l'Etat français visant l'USTKE, et nous exigeons leur libération immédiate et la levée de toutes les inculpations.**

Ces condamnations sont prononcées dans le contexte de la crise économique mondiale. Les grèves dans les colonies font l'objet d'une répression de plus en plus féroce. Aux Antilles, à la Réunion, en Nouvelle-Calédonie, les luttes syndicales et contre l'oppression coloniale rencontrent répression et violence. En métropole aussi les attaques se multiplient contre les travailleurs, les immigrés et les jeunes, surtout ceux issus de l'immigration, ainsi que contre les nationalistes basques et corses. Ce qu'il faut, c'est une riposte du mouvement ouvrier, organisé indépendamment des forces bourgeoises, sans aucune illusion qu'un gouvernement capitaliste « de gauche » serait mieux disposé vis-à-vis de leurs luttes. La répression coloniale est caractéristique des gouvernements de front populaire tout autant que de la droite – du gouvernement Guy Mollet pendant la guerre d'Algérie à celui de Mitterrand qui en 1985 a fait assassiner le dirigeant indépendantiste kanak Eloi Machoro. Sans oublier la répression antisyndicale, et notamment l'emprisonnement de dirigeants de l'UGTG en Guadeloupe, sous le gouvernement Jospin-Bufferet. Cette répression fut le précurseur des attaques actuelles contre l'UGTG en Guadeloupe, contre l'USTKE et d'autres syndicalistes.

Les peines contre Jodar et ses camarades montrent que la bourgeoisie cherche à sévir contre la classe ouvrière et contre quiconque ose critiquer la « République française, une et indivisible ». L'USTKE et Jodar en particulier sont depuis longtemps poursuivis et réprimés par l'Etat français. Déjà il y a un an, le CDDS protestait contre la condamnation de Jodar

à un an de prison pour « provocation directe à attroupement armé » et la condamnation de 22 autres militants (voir la déclaration du 25 avril 2008, « Liberté pour Gérard Jodar et les militants de l'USTKE ! »). Le message que veut faire passer l'Etat bourgeois avec cette persécution, c'est qu'il écrasera par la force toute tentative des travailleurs, en Nouvelle-Calédonie ou en France, de se défendre contre les licenciements et contre la remise en cause de leurs acquis par l'Etat et les patrons. Mais le mouvement ouvrier, et en particulier les syndicats en métropole, a la puissance sociale qu'il faut pour riposter en touchant la bourgeoisie où ça fait mal – le portefeuille, car c'est lui qui produit les profits qu'accaparent les capitalistes. Il doit mobiliser cette puissance pour prendre la défense des militants de l'USTKE. Une attaque contre un est une attaque contre tous, c'est toute la classe ouvrière qui est visée.

Nous sommes en faveur de l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie et nous exigeons le retrait immédiat de toutes les troupes françaises de Nouvelle-Calédonie et du Pacifique. Le but de ces attaques, c'est que l'impérialisme français maintienne le contrôle du nickel de Nouvelle-Calédonie. L'émancipation du peuple kanak, et une entente harmonieuse entre Kanaks, Calédoniens et Océaniens ne pourront être gagnées qu'en liant les luttes des prolétariats de la région, néo-zélandais, australien et japonais. Cette perspective d'instaurer le socialisme dans tout le Pacifique, c'est celle du programme internationaliste, trotskyste. **Liberté pour les militants de l'USTKE condamnés !** ■

Le CDDS est une organisation de défense légale et sociale, non sectaire, se basant sur la lutte de classe et prenant fait et cause pour les intérêts de tous les travailleurs. Cet objectif est en accord avec les conceptions politiques de la Ligue trotskyste de France.

CDDS, MBE 168, 108 rue Damrémont, 75018 Paris

tél : 01 42 08 01 49 cdds-france@hotmail.fr

www.partisandefense.org

Campagne d'abonnement au Bolchévik

3 € pour un an (4 numéros)
plus *Spartacist* édition française
Europe : 4,50 € ; Hors Europe : 6 € ;
Canada : 5 \$Cdn

Nom

Adresse

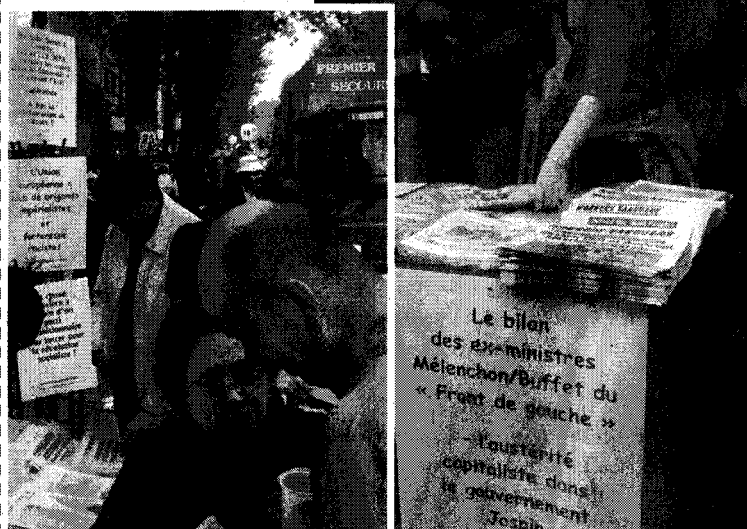
CP/Ville

Pays

Tél.

E-mail

Chèque à l'ordre de : Société d'édition 3L
Ecrire à LB, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10



Capitalisme en crise...

Suite de la page 1

travail et ils ont peu de chances d'obtenir un emploi stable en cette période de déclin impérialiste. Beaucoup des usines où avaient travaillé leurs parents sont fermées depuis longtemps ou ont vu leurs effectifs dramatiquement réduits ; même l'intérim est en chute libre.

La bourgeoisie utilisait autrefois les immigrés et leurs enfants comme armée de réserve de chômeurs ; elle essayait ainsi de tirer les salaires vers le bas et menaçait ceux qui avaient un emploi de les remplacer sans difficulté ; aujourd'hui les queues au « Pôle emploi » sont si longues que les capitalistes ne pensent plus avoir besoin de ces travailleurs. Les jeunes d'origine immigrée à la deuxième ou troisième génération deviennent aux yeux des capitalistes une population excédentaire inutile. On voit ainsi le gouvernement tailler dans le budget de l'éducation, supprimant des dizaines de milliers de postes d'enseignants ainsi que les programmes d'aide scolaire individualisée.

Vu le désespoir et la colère qui règnent parmi les jeunes dans les quartiers, pour qui le capitalisme ne prévoit que le chômage ou la prison, la bourgeoisie craint une nouvelle explosion à l'échelle de la révolte de l'automne 2005. Elle craint aussi, à juste titre, qu'une telle révolte ne provoque une riposte plus large de la part de la classe ouvrière multi-ethnique et des pauvres contre les capitalistes et leurs gouvernements – qu'ils soient de droite ou de gauche. Face au spectre de la révolte la réponse du gouvernement est toujours la même : plus de répression dans les banlieues, plus de raids au petit matin de centaines de flics en tenue de combat bouclant des quartiers entiers, plus de harcèlement quotidien.

Parmi les nouvelles lois qui risquent d'être mises en œuvre d'ici l'année prochaine pour criminaliser et emprisonner les jeunes, si les luttes ne l'empêchent pas, il y a le nouveau code pénal pour les mineurs. Les conseillers policiers du gouvernement ont recommandé l'emprisonnement dès l'âge de dix ans ; actuellement la proposition est de 13 ans avec accélération des procédures conduisant à l'emprisonnement des jeunes. En dessous de 13 ans l'Etat peut déjà envoyer les enfants dans des centres « ouverts » ; les enfants de sans-papiers peuvent être mis derrière les barreaux dès l'âge du berceau dans onze camps de rétention. D'après le ministre de l'Immigration Besson c'est dans l'intérêt de l'« unité familiale ». L'Etat dépense l'argent pour enfermer les jeunes au

lieu de les éduquer : c'est dire la dépravation du système capitaliste, mais c'est ainsi que la bourgeoisie française voit les choses afin de préserver son système.

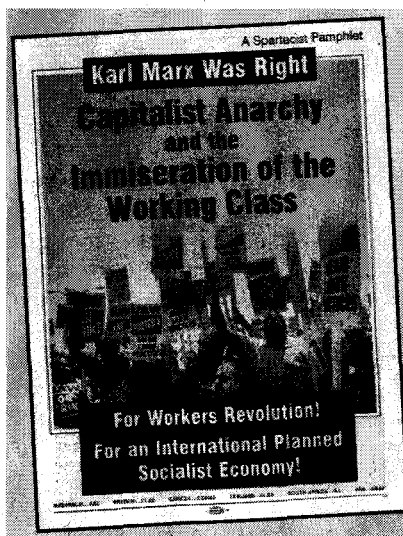
Le ministère de l'« Education » a son propre programme de répression. Le ministre sortant, Xavier Darcos, a proposé une nouvelle force policière consacrée aux écoles avec « *les moyens juridiques et matériels d'agir* », c'est-à-dire l'autorisation de fouiller le sac d'école des enfants et d'envoyer ceux-ci directement au commissariat. On risque de voir de plus en plus souvent ce qui s'est passé à Floirac, près de Bordeaux, en mai dernier : six flics ont fait une descente dans une école primaire pour arrêter deux enfants de six et dix ans en les accusant à tort d'avoir volé une bicyclette ; ils les ont amenés au poste de police et les ont interrogés pendant deux heures avant de les relâcher. La mère de l'un des garçons exprimait très bien l'hypocrisie de cette classe dirigeante qui se berce de grands mots d'égalité, de fraternité et de liberté tout en écrasant les travailleurs, les pauvres et les opprimés : « *Où est-on ? En France, pays des droits de l'homme ? Bientôt ils vont venir chercher nos enfants à la crèche !* » (la *Dépêche*, 22 mai).

Toutes ces propositions viendraient s'ajouter à l'arsenal étatique déjà en vigueur, sans compter la loi « *contre les gangs* » d'Estrosi approuvée par le parlement fin juin. Cette loi crée une nouvelle infraction, la participation à un groupe avec l'intention de soi-disant commettre un acte violent, qui serait punissable d'une amende de 45 000 euros et de trois ans d'emprisonnement. Si les *pensées* sont répréhensibles, l'Etat n'a plus besoin de fournir aucune preuve matérielle de culpabilité ; on peut voir que cela s'appliquera non seulement contre les jeunes mais contre tout opposant au système, notamment les grévistes qui menacent directement les profits des patrons.

Seule la classe ouvrière a la puissance sociale pour en finir avec l'oppression capitaliste

Les jeunes de banlieue, quand ils sont à l'école, à l'université ou au chômage, n'ont pas la puissance sociale pour imposer des changements substantiels. La révolte de 2005, qui avait été provoquée par la mort de Ziad Benna et Bouna Traoré, tués alors qu'ils fuyaient une rafle policière, a mis à nu l'oppression raciste et de classe que subissent les jeunes de banlieue, mais elle n'a apporté aucune amélioration aux conditions de vie des jeunes ; elle a au contraire été suivie d'une répression accrue. Nous sommes marxistes : nous insistons que seule la classe ouvrière, du fait de son rôle dans la production, est en mesure de retirer sa force de travail en faisant grève, et ainsi de fermer le robinet des profits capitalistes. C'est cela qui donne à la classe ouvrière le potentiel pour prendre la tête de tous les opprimés afin de détruire le système capitaliste par une révolution socialiste, mettre la main sur les moyens de production et construire une économie socialisée et planifiée au niveau international, ayant pour but de satisfaire les besoins humains et non de produire des profits.

Malgré la crise, les travailleurs d'origine immigrée, y compris des jeunes ouvriers des banlieues, occupent toujours une place importante dans le prolétariat industriel ainsi que dans la construction, les transports urbains, etc. Ce sont ces travailleurs qui en général ont le moins d'illusions dans la « démocratie » républicaine française ; ils



**Karl Marx avait raison
L'anarchie capitaliste
et l'appauvrissement
de la classe ouvrière**

**Pour la révolution ouvrière !
Pour une économie
socialiste planifiée !**

Brochure de la
Spartacist League/U.S.,
mai 2009

1,50 €

56 pages (en anglais)

Commande à l'adresse du journal,
chèque à : Société d'édition 3L

joueront un rôle spécial, disproportionné, dans la future avant-garde prolétarienne. Il faut combattre les attaques de la bourgeoisie, notamment sa politique d'alimenter l'« unité nationale » contre les jeunes des minorités et ainsi de diviser le prolétariat pour mieux régner ; pour cela, **tout le mouvement ouvrier** doit se mobiliser pour les défendre. Il doit aussi se mobiliser en défense des travailleurs des Antilles et de Nouvelle-Calédonie qui font face à une répression coloniale sans précédent depuis des années (voir page 2 de ce numéro ainsi que notre article dans *le Bolchévik* de mars sur la grève générale de février en Guadeloupe).

Cette perspective exige une lutte politique contre la direction actuelle des syndicats ; celle-ci a pour rôle d'imposer la paix de classe, de supprimer la lutte de classe. Il faut forger une direction révolutionnaire, notamment en s'opposant à la bureaucratie qui distille dans les syndicats l'arriération raciste, le chauvinisme et le protectionnisme – comme l'unité des chefs de la CGT derrière Sarkozy pour une politique industrielle en France, c'est-à-dire défendre les unités de production capitaliste dans l'Hexagone au lieu de défendre les intérêts des travailleurs ici et ailleurs. Une telle direction lutterait pour syndiquer les non-syndiqués, y compris les jeunes en contrat précaire et les sans-papiers, et elle mettrait en avant le mot d'ordre élémentaire **à travail égal salaire égal**. Elle défendrait les femmes et les minorités contre la discrimination et se battrait pour les **pleins droits de citoyenneté pour tous ceux qui sont ici**. La classe ouvrière de France ne peut se défendre et en fin de compte se libérer que si elle prend aussi en main la lutte pour briser les chaînes de l'oppression raciste.

Les bureaucrates de la CGT expulsent manu militari les sans-papiers de la Bourse du travail

L'expulsion des sans-papiers de la Bourse du travail à Paris par les bureaucrates de la CGT est contraire à cette perspective. Cette expulsion scandaleuse et brutale fin juin ne servait qu'à faciliter les projets racistes du gouvernement et à discréditer encore davantage les syndicats parmi les travailleurs immigrés. D'après la Coordination des sans-papiers (CSP 75), neuf personnes, y compris un enfant de trois ans, ont été envoyées aux urgences suite à l'expulsion.

L'occupation de la Bourse du travail, qui a duré 14 mois, avait commencé suite à la mobilisation initiale de la CGT pour les sans-papiers mi-avril 2008, qui a permis d'obtenir des titres de séjour temporaires pour un certain nombre de tra-

vailleurs. Sur la base de ce premier succès, d'autres travailleurs sans papiers isolés sont également allés déposer leur dossier en préfecture. Celle-ci leur a dit d'aller voir la CGT. Comme nous l'écrivions dans *le Bolchévik* en juin 2008 : « *Mais les bureaucrates à la tête de la CGT, au lieu de prendre la direction de la lutte pour les droits de ces travailleurs, ont tout bonnement dit aux sans-papiers d'aller se faire voir ! Les bureaucrates refusaient de prendre la défense de ces travailleurs sans papiers parce que, dans les faits, la CGT avait passé un accord avec l'Etat bourgeois, acceptant de limiter la mobilisation aux 1 000 premiers sans-papiers mobilisés le 15 avril !* » Nous mettions en garde que « *tôt ou tard les bureaucrates syndicaux risquent de faire appel aux flics pour chasser les sans-papiers de la Bourse du travail, comme ils l'avaient déjà fait à Paris le 6 avril 2007* ». En fin de compte les gros bras du syndicat ont fait le sale travail eux-mêmes, sans l'aide des flics.

Mais une partie du PCF, ainsi que Lutte ouvrière (LO), ont pris là-dessus la défense des bureaucrates ! LO écrivait : « *après de multiples tentatives de conciliation pour faire libérer pacifiquement les locaux syndicaux, des militants CGT ont évacué de force les travailleurs sans papiers [...]. L'occupation de la Bourse du Travail, qui empêchait l'utilisation normale de ses salles de réunion, était une impasse allant à l'encontre de l'intérêt et de la lutte des sans-papiers et a considérablement affaibli l'engagement des soutiens sur Paris* » (*Lutte Ouvrière*, 3 juillet).

Cette action de la bureaucratie syndicale n'est pas une aberration, ni la défense qu'en fait LO et qui montre qu'un nombre croissant de militants de LO sont devenus eux-mêmes des bureaucrates syndicaux. Ce qui détermine le programme politique des bureaucrates, c'est qu'ils se basent sur une couche de travailleurs relativement bien payés qui, avec l'âge, l'ancienneté et la qualification, deviennent plus conservateurs. De plus les patrons jettent aux bureaucrates quelques miettes (et la nouvelle loi de Sarkozy sur la représentativité syndicale garantit des miettes supplémentaires aux appareils de la CGT et de la CFDT). Tout cela conduit la bureaucratie syndicale à identifier ses intérêts à ceux de ses propres capitalistes et contre leurs rivaux étrangers. Selon l'expression qu'appréciait Lénine, le dirigeant de la Révolution russe, ils agissent comme des « lieutenants ouvriers du capital ».

En période de guerre ou de crise économique, les rivalités s'aiguisent entre les puissances impérialistes. C'est alors que la collaboration des bureaucrates avec les patrons, et leur servilité envers eux deviennent encore plus grotesques, comme on le voit aujourd'hui avec Thibault et Cie. Depuis le début de la crise en septembre 2008, la réponse des bureaucrates a été en tout et pour tout de convoquer quatre « journées d'action » en douze mois, en laissant aux fédérations ou aux sections d'entreprise le choix d'appeler ou non à la grève. La dernière de ces journées a eu lieu le 13 juin, un samedi. Tout cela s'ajoute pour démoraliser et démobiliser les travailleurs, au goût de Sarkozy et de ses chefs capitalistes.

Avec la crise économique le chômage monte en flèche et de plus en plus de familles, de jeunes et de personnes âgées doivent mener une lutte quotidienne pour la survie. Pour combattre la catastrophe du chômage, les travailleurs doivent mobiliser leur puissance sociale en mettant en avant des revendications essentielles, à commen-

MEETING DE LA LIGUE TROTSKYSTE

Il y a 20 ans : situation pré-révolutionnaire en RDA

**1989-1990 – La lutte pour une
Allemagne rouge des conseils ouvriers
et contre la réunification capitaliste**

Nous sommes le parti de la Révolution russe !

Jeudi 12 novembre 2009, 19h30
Au CICP, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris
Métro Rue des Boulets (ligne 9)

cer par la réduction de la durée de travail sans perte de salaire ; il faut répartir le travail entre toutes les mains. Les salaires doivent suivre l'augmentation des prix. Il faut un programme massif de travaux publics, avec des grilles de salaires au taux syndical, pour reconstruire les infrastructures qui se dégradent et pour construire des logements sociaux de qualité, en particulier dans les cités-ghettos où même les infrastructures de base comme les liaisons en transport en commun vers les centres-villes sont minimales, ce qui renforce l'isolement et accroît les difficultés quotidiennes. Il faut aussi lutter contre la discrimination raciste à l'embauche, dans le secteur public comme dans le secteur privé, et il faut combattre les nouvelles attaques contre le système de santé, l'enseignement et les retraites. Les travailleurs doivent exiger que les capitalistes ouvrent leurs livres de compte, ce qui montrera à tous comment les capitalistes exploitent, volent et fraudent, et dévoilera les escroqueries des banques.

Ces revendications ont été développées dans le *Programme de transition* de 1938, le document de fondation de la Quatrième Internationale. Les capitalistes ne voudront pas céder sur ces revendications, car ils comptent au plus juste ce qu'il faut payer pour maintenir les travailleurs en état de se faire exploiter. Même pour ces revendications essentielles à la survie du prolétariat, la classe ouvrière a besoin d'une direction lutte de classe qui s'engage à lutter pour en finir une bonne fois pour toutes avec l'exploitation capitaliste.

Gouvernement « de gauche » : un front populaire qui continuerait le sale travail d'administrer le capitalisme

Les dirigeants syndicaux utilisent les « journées d'action » pour aider à redorer le blason du PS et du PC qui luttent pour reconstituer un bloc crédible lors des prochaines élections. Le NPA et LO ont joué aussi leur rôle pour aider à légitimer les prétentions nouvelles du PS à apporter son « *appui du mouvement social* » lorsqu'ils ont signé une déclaration commune d'« unité dans la lutte » avec le PS, le PC, les chevènementistes et diverses associations féministes et écologistes petites-bourgeoises au lendemain de la journée d'action du 29 janvier. Depuis les élections européennes avec la débâcle du PS et le score peu encourageant du NPA, les magouilles ont commencé pour les élections régionales. Pour les réformistes, toutes les élections mènent à 2012 ; leur objectif est de « *battre la droite* » en installant un gouvernement capitaliste « de gauche », une alliance de front populaire s'étendant du PS, du Parti de gauche et du PCF aux partis bourgeois, y compris les Verts, les chevènementistes et les Radicaux de gauche. Comme le disait Lénine dans *l'Etat et la révolution* : « *Décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel membre de la classe dirigeante foulera aux pieds, écrasera le peuple au Parlement, telle est l'essence véritable du parlementarisme bourgeois.* »

Un tel gouvernement ferait tout comme avant lui ceux de Jospin-Buffet-Mélenchon ou de l'Union de la gauche de Mitterrand : il administrerait l'Etat capitaliste raciste français en protégeant les intérêts des entreprises françaises contre leurs rivales étrangères – tout cela au détriment des travailleurs. C'est le gouvernement Jospin qui avait fait plus de privatisations que tous les gouvernements de droite précédents, y compris celle d'Air France, et qui a expulsé des milliers de travailleurs sans papiers et lancé des attaques racistes contre les jeunes de banlieue, que le ministre des flics Chevènement appelait des « *sauvageons* ». C'est ce qui a pavé la voie au score de Le Pen en 2002 et au retour de la droite. Le front

populaire, depuis Juin 36 lorsque le PCF avait bradé le potentiel pour une révolution ouvrière, est en France le mécanisme classique de subordination de la classe ouvrière à ses exploiters capitalistes.

NPA et LO : obstacles à la révolution ouvrière

Quant au NPA, il continue à prendre des airs de combativité en se prétendant « *indépendant du PS* » et en refusant en ce moment de se joindre à un gouvernement capitaliste « *de gauche* », ce qui dans sa bouche n'est qu'opportunisme hypocrite. Lors des négociations en juillet avec le PC pour discuter les manœuvres électorales pour les régionales, le NPA a déclaré : « *Au second tour, ces listes unitaires auront la volonté de battre la droite et pour cela pourront être amenées à faire des "fusions techniques" des listes de gauches sauf en cas de présence du Modem* » ; autrement dit ils appelleront une nouvelle fois à soutenir, par leur vote et leur participation, des listes de front populaire pour administrer le capitalisme dans les régions. Pour les marxistes, le terme « la gauche » n'a aucune signification de classe. Parmi les partis « de gauche » pour lesquels le NPA est prêt à voter, il y a aussi des partis bourgeois comme les Verts, les Radicaux de gauche, etc., qui n'ont jamais prétendu agir dans l'intérêt de la classe ouvrière. Ils n'ont aucun lien avec les syndicats et ils défendent les intérêts de la bourgeoisie française. Quant au PS et au PCF, ils ont encore des liens avec les syndicats (des liens qui ont toujours été tenus pour le PS, et le sont de plus en plus) et demeurent des partis sociaux-démocrates, mais ils se présentent aussi avec un programme bourgeois pour gérer le capitalisme et nous n'aurions aucune base pour voter pour eux même s'ils se présentaient aujourd'hui indépendamment de leurs partenaires bourgeois.

Si le NPA refuse aujourd'hui de prendre part à un exécutif capitaliste national ou régional « de gauche », c'est afin de donner une couverture de gauche plus efficace à un tel exécutif. Le NPA agirait de l'extérieur comme opposition loyale, offrant des conseils et des critiques sur comment « leur » gouvernement pourrait mieux servir les ouvriers et s'engageant à ne pas le faire tomber (leur journal *Tout est à nous* du 3 septembre précise que « *nous ne prendrons aucune responsabilité dans une victoire de la droite aux prochaines élections* »).

Ils disent qu'ils sont et resteront blancs comme neige par rapport au MoDem, mais encore une fois il faut les juger à leurs actes. Dès que le premier tour des élections municipales était passé à Marseille et que le PS venait de fusionner ses listes avec le MoDem, la LCR (l'incarnation antérieure du NPA) a appelé à infliger « *une défaite à la droite* ». Leur liste locale « Marseille contre-attaque à gauche » a publié un communiqué qui « *réaffirme l'intérêt qu'aurait au plan national la défaite dimanche prochain de Jean-Claude Gaudin, n° 2 de l'UMP* », c'est-à-dire qu'ils appelaient à voter au second tour pour la liste PS-MoDem dont s'était retirée LO.

Le NPA a dès sa fondation dénoncé toute prétention au trotskysme et à se revendiquer de la Révolution russe d'octobre 1917. Du coup Lutte ouvrière se fabrique depuis un vernis de gauche et se présente comme les derniers communistes. Mais ce vernis ne peut cacher leur vraie nature réformiste sur les questions clés de l'Etat capitaliste et de la gestion du capitalisme. Lors des municipales de 2008, LO, qui venait de voter Royal « *sans réserve mais sans illusion* », a pris part à des dizaines de listes communes avec le PCF et le marais du front populaire. Ils ont ainsi gagné plusieurs dizaines de conseillers municipaux, dont leur principale porte-

parole nationale Nathalie Arthaud, élue à Vaulx-en-Velin près de Lyon. Ils font maintenant partie de majorités municipales qui gèrent le capitalisme et sa pénurie de logements et de services sociaux ; ils doivent prendre la responsabilité pour la discrimination raciste que pratiquent ces municipalités afin de partager un gâteau qui s'amenuise constamment. Les élus de LO ont récemment voté le budget municipal de 2009-2010, ce qui comprend selon les municipalités des augmentations d'impôts, la privatisation de services publics, des flics supplémentaires pour terroriser les jeunes et les minorités, etc.

A Bagnolet Jean-Pierre Mercier, dirigeant de LO et bureaucrate CGT à l'usine PSA d'Aulnay, fait partie de la majorité municipale du maire PCF, Marc Everbecq. La municipalité d'Everbecq fait campagne depuis au moins 2004 pour plus de flics à Bagnolet et dans les villes avoisinantes. Elle a distribué une déclaration insistant : « *Elus locaux, nous assumons nos responsabilités devant les habitants de nos communes. L'Etat doit prendre les siennes par une augmentation significative des effectifs de notre commissariat et le rétablissement de la police de proximité.* » Une nouvelle pétition a été lancée cet été, juste avant la mort tragique de Yacou Sanogo, un jeune de 18 ans mort en fuyant une poursuite policière. Dans les jours qui ont suivi la mort de Yacou, la seule mesure qu'ait proposée Everbecq face à ce qu'il appelait « *un profond malaise* » parmi les jeunes de Bagnolet a été plus de flics municipaux. Il disait que ces flics combattraient non seulement « *la criminalité et la délinquance* » mais aussi qu'ils offriraient un « *volet préventif* » (*L'Humanité*, 11 août).

A notre connaissance, et à la lecture des procès-verbaux des réunions du conseil municipal disponibles à Bagnolet, Mercier n'a jamais prononcé le moindre mot contre la campagne de la majorité municipale pour plus de flics. En effet, la position de LO n'est au fond pas différente de celle de son maire PCF. LO a, à de nombreuses reprises, critiqué *de la droite* la croisade de Sarkozy contre les jeunes de banlieue, l'accusant en substance de faire semblant au lieu d'y aller

vraiment au Kärcher. Le plus récent de ces articles a pour titre « *Sarkozy, Hortefeux et insécurité – Ni les discours ni les problèmes ne changent* » ; LO écrit : « *Quoique ce fût son cheval de bataille lorsqu'il était ministre de l'Intérieur [...] la délinquance ne recule pas, même pas dans les statistiques officielles, c'est dire. [...] Alors la prétendue lutte de Sarkozy contre l'insécurité restera ce qu'elle est, une campagne publicitaire* » (*Lutte Ouvrière*, 4 septembre).

L'Etat ne sert pas « le peuple » dans son entier. Les exploités et les opprimés ne peuvent pas l'utiliser dans leur propre intérêt. C'est une machine pour l'oppression d'une classe par une autre, une machine répressive qui se compose de soldats, de flics, de tribunaux et de prisons dont la raison d'être est de défendre la domination de classe et les profits des capitalistes contre ceux que ces derniers exploitent. **Flics, matons, agents de sécurité, hors des syndicats !**

Le maire PCF André Gérin se met à la tête d'une campagne raciste anti-burqa

LO a aussi une élue à Vénissieux en banlieue lyonnaise, une ville dirigée par le maire PCF André Gérin. Gérin avait placé Marie-Christine Seeman de LO en quatrième position sur sa liste, pour être « inclusif » vis-à-vis de ces soi-disant « communistes ». Pour se faire une idée de ce que cela veut dire de vivre en tant que personne d'origine immigrée dans la municipalité de Gérin, il suffit de lire son pamphlet de 2006 *les Ghetto de la République*, préfacé par un autre réactionnaire raciste, Eric Raoult (maire UMP du Raincy en banlieue parisienne). Gérin s'y vante d'avoir pendant des années exigé du préfet qu'il déporte les familles « à problème » d'origine étrangère, et il explique comment il a cherché à introduire le couvre-feu pour les moins de douze ans et demandé des lois contre l'islamisme au nom de la « *résistance républicaine* » à la « *marée noire* » qui menace la France.

Gérin est coutumier de la provocation raciste, ce qui lui a valu les félicitations de fascistes déclarés. Dans son livre il soutient Jacques Chirac et son infâme déclaration sur « *le bruit et l'odeur* » des familles d'origine immigrée : « *il n'avait dit que la vérité. Mais nous étions incapables de l'entendre.* » Pour Gérin « *les germes d'une guerre civile* » menacent, dus aux « *différences culturelles entre le monde judéo-chrétien et le monde islamique* » et au fait que « *tout ce qui est républicain est contesté et un sentiment anti-France se développe* ».

Le fait que Gérin demeure un dirigeant du PCF (« orthodoxe » !) et que LO puisse prendre part à sa majorité municipale en dit long sur le chauvinisme de la gauche en France aujourd'hui. C'est Gérin qui a ouvert la controverse sur la burqa en demandant début juin la création d'une commission parlementaire sur le soi-disant danger qu'elle représente pour la société française. Le même mois Sarkozy reprenait la balle au bond lors de son discours bonapartiste devant les deux Chambres, déclarant que « *la*

Terreur policière à Bagnolet le 10 août après la mort de Yacou Sanogo au terme d'une poursuite de la police. La municipalité PCF (à participation LO) de Bagnolet, elle, cherche à mobiliser les habitants pour exiger un renforcement de la police !

LP/Marc Menou





20 Minutes

Les unes sous-ministres, l'autre pas : Arlette Laguiller (LO) en pleine union sacrée contre les femmes voilées le 6 mars 2004 à Paris avec Nicole Guedj (à gauche, UMP, alors secrétaire d'Etat à la construction des prisons) et Fadela Amara (au centre, alors Ni putes ni soumises ; actuelle secrétaire d'Etat à la destruction des banlieues).

burqa n'est pas la bienvenue en France » (le Monde, 24 juin). Nous ne savons pas à ce jour si le gouvernement et ses hommes de gauche comme Génin vont faire adopter une loi interdisant la burqa, mais ils sont en tout cas plus désireux que jamais de mettre de l'huile sur le feu de leur « guerre contre le terrorisme » pour faire des musulmans et des personnes d'origine maghrébine des boucs émissaires représentant la « cinquième colonne » de traîtres à la patrie.

Parmi les ayatollahs de la laïcité il y a aussi Fadela Amara, dont Lutte ouvrière a longtemps fait la promotion, l'invitant à sa fête chaque année comme une soi-disant défenseuse des droits des femmes. Amara est en campagne pour une loi interdisant la burqa dans les services publics (écoles, hôpitaux, mairies) et elle demande que les femmes en burqa fassent l'objet de rafles dans les gares et les aéroports. C'est le schéma classique du diviser pour mieux régner afin de détourner la classe ouvrière des crimes et de la barbarie du système capitaliste qui est la cause de l'oppression des femmes dans cette société.

Pour contacter la Ligue trotskyste :

Paris	Rouen
Le Bolchévik	LTF; Centre 316,
BP 135 -10	82 rue Jeanne D'Arc
75463 Paris Cedex 10	76003 Rouen
Tél : 01 42 08 01 49	Tél : 02 35 73 74 47
e-mail : lftparis@hotmail.fr	

Trotskyist League / Ligue trotskyste du Canada

Box 7198, Station A
Toronto ON M5W 1X8

tél. : (416) 593-4138 e-mail : spartcan@on.aibn.com

A bas la loi raciste de 2004 contre le foulard ! Pour la libération des femmes par la révolution socialiste !

Fadela Amara et Lutte ouvrière ont toutes deux soutenu la loi raciste de Chirac en 2004 contre le voile. A l'époque, LO écrivait :

« Et si finalement loi il y a, tant mieux. [...] Cela dit, la loi n'existerait pas si des jeunes filles ne s'étaient pas bagarrées contre la soumission qu'on veut leur imposer et si, dans les écoles et les lycées, des enseignants ne les avaient soutenues et aidées dans leur combat. »

– Lutte Ouvrière, 6 février 2004

La LCR s'était déclarée opposée à la loi, mais en même temps elle laissait à ses membres et dirigeants le choix d'organiser l'expulsion de jeunes femmes dans les écoles où ils étaient profs. Ainsi à Aubervilliers Pierre-François Grond, un dirigeant central du NPA et auparavant de la LCR, a joué un rôle clé dans l'exclusion d'Alma et Lila Lévy. Chirac avait attisé l'hystérie contre le foulard et contre l'islam en 2003-2004 pour désamorcer une contre-attaque des enseignants et des travailleurs après les grèves du printemps 2003 en défense des

retraites. Chirac avait habilement utilisé sa popularité sur cette question, et l'« unité nationale » sur le foulard entre tous les principaux partis, y compris LO, pour consolider l'attaque contre les retraites, et quelques mois plus tard il s'en est pris à la santé et à l'un des bastions restants du mouvement ouvrier organisé, EDF-GDF.

Nous sommes marxistes, donc athées et nous luttons pour la libération des femmes. Aussi nous sommes contre le voile, à la fois un symbole et un instrument de l'oppression des femmes. Mais nous sommes clairement contre toute interdiction ou restriction visant le voile qui seraient imposées par l'Etat ou le gouvernement car ce sont des mesures racistes et discriminatoires contre les musulmans. L'interdiction du voile, soi-disant dans le but d'intégrer les musulmans dans la société, a en réalité conduit à l'expulsion de jeunes femmes musulmanes de leur école en les isolant encore plus. Les mesures envisagées pour interdire la burqa dans les lieux publics ne feraient que renforcer cette oppression.

Dans un recueil de témoignages, *les Filles voilées parlent*, publié l'année dernière, des dizaines de femmes décrivent comment la loi de 2004 contre le foulard et la chasse aux sorcières qui l'a accompagnée ont aggravé l'oppression raciste et l'isolement que subissent ces femmes dans cette société. Une jeune femme, Mariame, raconte comment à la rentrée de 2004 elle avait avec trois autres jeunes femmes refusé d'ôter son voile. La nouvelle loi stipulait qu'elles devaient alors passer par une « phase de dialogue ». Ce « dialogue » consistait à les séparer de leur classe, les mettre dans un bureau poussiéreux servant de lieu de stockage, où on les avait même d'abord enfermées pour les empêcher de prendre la récréation avec leurs amis. D'autres jeunes femmes décrivent la même expérience ; elles ont aussi été séparées de leurs camarades et obligées de rater la récréation et le déjeuner, ou de prendre celui-ci toutes seules. Le livre relate aussi l'expérience de femmes voilées plus âgées, des mères d'enfants scolarisés, qui ont été bannies des sorties scolaires et autres événements et dans certains cas même empêchées de pénétrer dans les écoles.

Contrairement à LO ou à la LCR/NPA, la LTF s'est toujours farouchement battue contre le voile et la réaction

islamique. Le voile de la tête aux pieds est une prison ambulante qui exclut les femmes de la société ; il incarne la soumission des femmes aux hommes et leur statut social soi-disant inférieur. Nous sommes solidaires des millions de femmes qui luttent pour échapper à la tyrannie du voile, que ce soit dans le monde islamique ou dans les centres impérialistes. Nous dénonçons les « relativistes culturels » qui scandaleusement enjolivent la burqa comme une « maison mobile », une « manière corporelle de cultiver leur vertu » (voir par exemple l'article de Lila Abu-Lughad dans la *Revue internationale des livres et des idées*, juillet-août 2008 – une revue dont le NPA de Pierre-François Grond fait la promotion !).

En même temps nous nous sommes opposés à l'interdiction par l'Etat du voile islamique en France et dans d'autres pays d'Europe où l'islam n'est pas la religion d'Etat mais plutôt une idéologie des opprimés dans les ghettos. Comme nous l'écrivions en 2003 dans notre article « Les femmes et l'immigration en France » (*Spartacist* édition française n° 35, printemps 2003) :

« En France, la population maghrébine subissait quotidiennement la ségrégation et la terreur raciste et elle était marginalisée par le chauvinisme des directions du mouvement ouvrier. On pouvait donc comprendre que certaines jeunes femmes cherchent dans la religion un refuge et une illusoire dignité retrouvée. C'est pour cela que Marx appelait la religion "le cœur d'un monde sans cœur". Le combat des marxistes contre l'obscurantisme religieux est inséparable de la lutte pour abolir les conditions matérielles qui dans ce monde induisent le besoin de se réfugier dans des fantasmes célestes. En d'autres termes, notre combat est indissolublement lié à la lutte pour la révolution socialiste internationale. »

Nous défendons la laïcité et la séparation de l'Eglise et de l'Etat, mais le principe de la laïcité a été totalement déformé par l'Etat raciste français qui l'utilise pour attaquer les femmes musulmanes qui portent le voile. La laïcité, c'est au contraire l'idée que l'Etat ne doit pas intervenir dans les croyances personnelles. Il est également tout à fait absurde de considérer l'Etat français comme « laïc » – près du cinquième de l'enseignement primaire et secondaire en France demeure sous l'emprise des prêtres tout en étant financé par l'Etat. De plus l'école publique demeure influencée par l'obscurantisme catholique ; les écoles sont fermées le mercredi après-midi pour permettre le catéchisme. C'est une mesure anti-femmes qui oblige les femmes travailleuses soit à trouver comment faire garder leurs enfants soit à se contenter d'un emploi à temps partiel.

L'arriération anti-femmes est inséparable de toutes les religions ; elle sert à renforcer la famille patriarcale et l'institution de la famille, la source principale de l'oppression des femmes dans la société de classe. C'est par le mécanisme de la famille qu'est transmis l'héritage de la propriété et qu'a lieu la socialisation des nouvelles générations de travailleurs ; c'est par elle que la classe dirigeante inculque ses codes moraux et sexuels. Encore aujourd'hui en France, une femme qui désire se remarier dans les neuf mois suivant son divorce est obligée par la loi de présenter préalablement un certificat médical attestant qu'elle n'est pas enceinte, de façon à exclure les doutes sur la paternité de son fœtus.

Le plan « espoir banlieue » a été présenté l'année dernière par le gouvernement en réponse à la révolte de 2005 ; le secrétariat d'Etat dirigé par Fadela Amara prévoyait d'affecter un fonds spécial pour encourager l'implantation de davantage d'écoles privées catholiques dans les banlieues. Déjà en 2006 Emmanuelle Mignon, conseillère spéciale de Sarkozy, avait plaidé lors d'une convention de l'UMP pour que les

« familles de banlieue puissent bénéficier du savoir-faire des établissements catholiques et d'un vrai choix entre école privée et école publique ». Gérin aussi vante les efforts de sa municipalité pour fournir des fonds publics pour des projets religieux, comme la fourniture d'un terrain pour la construction d'une « grande mosquée » à Vénissieux, tout en faisant jouer les communautés les unes contre les autres. Déjà dans le passé il avait joué un rôle important en tant que conseiller municipal et ensuite maire de Vénissieux pour promouvoir l'islam après la Marche des Beurs de 1983. Une dizaine de mosquées avaient été ouvertes dans les caves des tours à cette époque, avec le soutien du maire qui jouait la « pacification culturelle » des jeunes (voir *Histoire politique des immigrations (post) coloniales, France, 1920-2008*, sous la direction d'Ahmed Boubeker et Abdellali Hajjat). Les soi-disant ayatollahs de la laïcité comme Gérin et Amara sont attachés à propager l'obscurantisme religieux et le moralisme bourgeois pour « civiliser » les banlieues.

Troupes de l'OTAN, troupes françaises hors d'Afghanistan !

Ce sont les Etats-Unis et les autres impérialistes, dont la France, qui sont responsables de la croissance des forces islamistes. Dans les années 1980 la CIA avait organisé et armé les *moudjahidin* (combattants de la guerre sainte) qui en Afghanistan jetaient du vitriol aux femmes dévoilées et tuaient les enseignants qui éduquaient les jeunes femmes. Cette mobilisation massive de l'impérialisme US visait directement l'Union soviétique et ses alliés du gouvernement afghan.

Lorsque l'armée soviétique était entrée en Afghanistan en décembre 1979, nous avons dit « *Salut à l'Armée rouge ! Etendez les acquis sociaux de la révolution d'Octobre aux peuples afghans !* » Pour nous trotskystes la question était simple : la défense de l'Union soviétique était posée contre l'impérialisme, et pour une fois la bureaucratie stalinienne soviétique menait une intervention progressiste. L'Armée rouge avait été envoyée à la demande du gouvernement nationaliste de Kaboul qui tentait de réduire le prix de l'épousée et d'introduire une réforme agraire. C'était la première guerre de l'histoire moderne où l'émancipation des femmes était une question centrale. Ces modestes mesures avaient provoqué une « guerre sainte » des islamistes réactionnaires contre le gouvernement.

A l'époque, LO avait condamné l'intervention soviétique en comparant l'Afghanistan au Vietnam martyrisé par les impérialistes français puis américains. La LCR avait aussi exigé le retrait soviétique d'Afghanistan, condamnant « la réaction » et « la répression soviétique » que représentait selon elle l'intervention de l'Armée rouge. Les pablistes de la LCR avaient alors invoqué un soi-disant « troisième camp » pour essayer de couvrir leur soutien à la contre-révolution féodale soutenue par les impérialistes. Ils étaient pour « *Massoud l'Afghan* », qu'ils décrivaient comme un progressiste afghan luttant à la fois contre les Soviétiques et les impérialistes.

C'est ce même Massoud qui a été au pouvoir à Kaboul entre 1992 et 1996 ; ses forces y ont commis d'innombrables crimes ; elles ont restauré la charia et réimposé la burqa aux femmes ! Ce sont aussi les forces de Massoud qui ont servi de forces terrestres à l'OTAN lors de l'attaque impérialiste de 2001 qui a débouché sur la mise en place du régime pro-impérialiste du président Karzaï. Les réformistes français se sont alignés derrière leur propre bourgeoisie « démocratique » parce que ce qui était en jeu, ce n'était pas seulement



Baldev/Sydma

Ci-dessus : 1988 – des milliers de femmes afghanes sont volontaires pour lutter les armes à la main contre les mollahs antisoviétiques de la CIA. Ci-dessous : 2008 – la burqa est rétablie et les soldats français patrouillent à Kaboul pour maintenir à bout de bras le régime pro-impérialiste anti-femmes de Karzaï.



Ahmad Masood/Reuters

le progrès social en Afghanistan et l'émancipation des femmes, mais aussi la défense de l'Union soviétique. En France, c'est Mitterrand qui était le principal porte-parole de la guerre froide antisoviétique. Le soutien de l'« extrême gauche » à son gouvernement de front populaire en 1981 n'a fait que renforcer son antisoviétisme.

L'Union soviétique était un Etat ouvrier. Elle était issue de la victoire de la Révolution bolchévique d'octobre 1917 en Russie qui renversa le pouvoir des propriétaires fonciers et des capitalistes pour établir la dictature du prolétariat s'appuyant sur la paysannerie. La Russie tsariste avait été le plus arriéré des pays impérialistes, mais la Révolution russe devint un phare pour les ouvriers et les opprimés dans tous les pays capitalistes avancés et bien sûr aussi pour les masses opprimées d'Asie centrale. Malgré la dégénérescence bureaucratique stalinienne qui se produisit à partir de 1924, l'Union soviétique demeura un Etat ouvrier jusqu'à la contre-révolution capitaliste de 1991-1992.

Les acquis de la Révolution russe n'étaient nulle part plus visibles en 1979 qu'en Asie centrale soviétique. Un instituteur afghan regardant de l'autre côté de la frontière au nord pouvait voir une région qui 50 ans plus tôt avait été tout aussi misérable que l'Afghanistan, et qui maintenant constituait une société relativement moderne où les femmes n'étaient plus des esclaves. La présence de l'Armée soviétique aurait pu avoir pour résultat l'incorporation de l'Afghanistan à l'Asie centrale soviétique. La transformation sociale de l'Afghanistan serait alors devenue possible, alors que jusque-là ce n'était pas le cas du fait de l'absence de tout prolétariat significatif. Mais, au lieu de se battre pour écraser les *moudjahidin*, les staliniens du Kremlin dirigés par Mikhaïl Gorbatchev ont retiré les troupes soviétiques en 1989. C'était une énorme trahison, un crime notamment vis-à-vis des femmes. Ce retrait a été le prélude pour brader l'Allemagne de l'Est et l'URSS elle-même à la contre-révolution, une défaite colossale pour les masses travailleuses du monde entier.

Cette trahison a pavé la voie à la barbarie qui règne aujourd'hui pour les peuples d'Afghanistan soumis à une occupation impérialiste sanglante et aux querelles de diverses factions islamistes. La campagne contre la burqa ici est utilisée pour justifier l'occupation de l'Afghanistan – *où les femmes sont soumises à la burqa par le régime pro-impérialiste !* Dans la mesure où les talibans ou d'autres forces sur le terrain dirigent leurs coups contre l'occupation impérialiste, nous appelons à leur défense militaire contre l'impérialisme américain et français, contre l'OTAN, sans leur donner le moindre soutien politique. Notre point de départ, c'est de nous opposer d'un point de vue de classe prolétarien à notre propre gouvernement capitaliste et au système impérialiste dans son ensemble. *Troupes américaines, françaises, de l'OTAN, hors d'Afghanistan ! Bas les pattes devant le Pakistan !*

La contre-révolution en Union soviétique a causé une grande démoralisation parmi de nombreux travailleurs qui ne voient plus d'issue révolutionnaire. Ils acceptent en grande partie la propagande de la bourgeoisie, que répandent aussi les réformistes, sur la « mort du communisme », reposant sur le mensonge que communisme égale stalinisme. Notre tâche est aujourd'hui plus difficile à cause de cette régression générale du niveau de conscience, mais elle n'a pas changé. Nous devons convaincre la classe ouvrière qu'elle seule peut et doit renverser le système capitaliste et prendre le pouvoir en son propre nom grâce à une révolution socialiste. Nous suivons en cela Trotsky qui disait que « *la tâche de l'avant-garde est avant tout de ne pas se laisser entraîner par le reflux général. Il faut aller contre le courant* » (*Bolchévisme contre stalinisme*). Seule la révolution ouvrière pourra ouvrir la voie à l'éradication du racisme et de l'inégalité, y compris à la libération des femmes, non seulement du voile mais aussi de toutes les formes de l'oppression. Nous gardons pour modèle l'expérience du Parti bolchévique qui avait dirigé les ouvriers russes à la victoire en 1917 lors de la révolution d'Octobre. Pour une Quatrième Internationale reforgee, le parti mondial de la révolution socialiste ! ■

Iran...

Suite de la page 4

recommence la même stratégie traîtresse d'il y a 30 ans en s'alignant derrière l'une ou l'autre aile du clergé au pouvoir en Iran. Ce qui reste du Toudeh, le Parti communiste pro-Moscou qui avait soutenu Khomeiny avant d'être écrasé par lui, a appelé à voter pour les « candidats réformistes », y compris Moussavi dont les mains sont couvertes du sang des militants du Toudeh (*Tudeh News*, juin 2009). De leur côté, les pseudo-trotskystes de la Tendance des marxistes révolutionnaires iraniens (IRMT), associée à la Tendance marxiste internationale (TMI) dirigée par Alan Woods [dont la section française est le groupe La Riposte], appelaient stupidement dans une lettre ouverte à Moussavi du 16 juin (www.marxist.com) : « Vous devez choisir entre l'un ou l'autre des côtés : avec la population qui a voté pour vous ou avec le vali-e faghih [le Guide suprême] (et l'appareil répressif de l'état). Etre au service de la population devrait signifier que vous devez couper les liens avec l'ensemble de l'appareil d'état. » L'IRMT se décrit comme un successeur du Parti ouvrier socialiste (HKS) iranien, qui lui aussi avait soutenu l'accession au pouvoir de Khomeiny.

Aux Etats-Unis, certains groupes de gauche se sont rangés du côté de l'aile cléricale pro-Ahmadinejad contre les manifestations, en prétendant que ce faisant ils s'opposent à l'impérialisme US. Un article mis en ligne le 24 juin sur le site internet du Workers World Party (WWP) déclarait ainsi : « Les socialistes révolutionnaires ou les communistes se distinguant nettement d'Ahmadinejad sur bien des points. Cependant, dans le conflit actuel, son camp est plus anti-impérialiste. » Après 30 ans de règne sanglant des mollahs, le WWP continue à proclamer que « le peuple iranien a énormément bénéficié de sa révolution, et on ne lui fera pas facilement faire demi-tour » (*Workers World*, 17 juin). De la même façon, un article du 22 juin (pslweb.org) du Party for Socialism and Liberation (PSL), une scission du WWP, dénonçait les manifestations en ces termes : « Les impérialistes américains et britanniques espèrent qu'une victoire de ce mouvement conduirait au renversement contre-révolutionnaire de la révolution anticoloniale de 1979. »

L'avenir de l'Iran dépend avant tout du prolétariat, la seule classe qui a la puissance sociale et l'intérêt objectif de rassembler derrière elle la jeunesse radicalisée, les femmes et les nationalités opprimées pour s'attaquer au système capitaliste

lui-même. S'il ne fait aucun doute que des ouvriers, à titre individuel, ont participé aux manifestations, il n'y a pour l'instant aucun signe qu'un secteur du puissant prolétariat iranien soit intervenu pour affirmer ses intérêts de classe *indépendants* contre le régime islamique. Deux déclarations de groupes ouvriers en Iran ont été largement diffusées sur Internet. La première, signée « *Les travailleurs d'Iran Khodro* » (la plus grande société automobile du Moyen-Orient), appelait à une grève de protestation de 30 minutes en « *solidarité avec le mouvement du peuple d'Iran* ». Dans une deuxième déclaration, le syndicat Vahed, qui représente les conducteurs de bus de Téhéran, a également exprimé son soutien au « *mouvement du peuple iranien pour construire une société civile libre et indépendante* ».

La question fondamentale à laquelle est confronté aujourd'hui le prolétariat iranien, c'est la nécessité de construire un parti ouvrier marxiste qui luttera pour l'indépendance de classe du prolétariat – vis-à-vis des religieux, des nationalistes et des éléments pro-impérialistes – et pour le pouvoir ouvrier. Une différence fondamentale entre la situation aujourd'hui et celle de 1979, c'est qu'avant la victoire de la « Révolution islamique », d'importants secteurs du prolétariat étaient dirigés par des partis de gauche, principalement le Toudeh. Cette génération de dirigeants ouvriers de gauche a été liquidée par ce même régime que les dirigeants du Toudeh et d'autres partis de gauche avaient contribué à hisser au pouvoir.

Pour la révolution permanente !

En 1978-1979, la gauche, en Iran et au niveau international, a soutenu les forces de la réaction cléricale dirigées par Khomeiny en affirmant que celles-ci dirigeaient une révolution « anti-impérialiste ». Le journal de l'International Socialist Organization (ISO) titrait alors : « *La forme : religieuse – L'esprit : la révolution* » (*Socialist Worker*, janvier 1979). Le Socialist Workers Party (SWP) américain proclamait « *Victoire en Iran : Les masses iraniennes montrent la voie pour les travailleurs du monde entier* » (*Militant*, 23 février 1979). Brian Grogan, un dirigeant du groupe britannique du Secrétariat unifié de la Quatrième internationale (SU) de feu Ernest Mandel, s'est même vanté d'avoir scandé avec la foule « *Allah Akbar* » lors d'une manifestation à Téhéran. Le HKS, affilié au SU, est allé jusqu'à se présenter aux élections pour l'« Assemblée des experts » créée par les mollahs – avant de rejoindre les rangs des victimes de ceux-ci.

Nous n'avons pas hésité une seconde pour défendre le HKS et les autres militants de gauche persécutés par le régime des mollahs. Le SWP américain et le SU au contraire, aveuglés par un opportunisme grotesque, minimisèrent pendant des mois les dangers que couraient leurs propres camarades emprisonnés. Nous écrivions dans « *Le suivisme criminel du SU et de l'OCI : l'histoire prend sa revanche* » (*Le Bolchévik* n° 13, octobre 1979) : « *SU, OCI, HKS – Ernest Mandel, Jack Barnes, Alain Krivine, Pierre Lambert et les autres : vous avez commis un crime pour lequel le tribunal de l'histoire vous tiendra responsables. Il vous faudra vivre avec cela, puisque vos propres camarades peuvent bien en mourir.* »

La soi-disant « Révolution islamique » de 1979 a été une confirmation par la négative de la théorie et du programme de la révolu-



13 novembre 1979 n° 10 1981-82

LE BOLCHEVIK

LABOUR TROTSKY PARTY OF FRANCE - Section française du TENDANCE INTERNATIONALISTE INTERNATIONALISTE

A bas le chah! A bas les mollahs!

Quelle stratégie pour la révolution iranienne?

1979 : Des manifestants anti-shah brandissent des portraits géants de Khomeiny. Le Bolchévik appelait à une révolution ouvrière en Iran, et s'opposait à la fois au shah et à la sanglante réaction islamique.

1979 : Des manifestants anti-shah brandissent des portraits géants de Khomeiny. Le Bolchévik appelait à une révolution ouvrière en Iran, et s'opposait à la fois au shah et à la sanglante réaction islamique.

Kaveh Golsestan

tion permanente du dirigeant bolchévique Léon Trotsky. A l'époque de l'impérialisme, aucune tendance de la bourgeoisie des pays à développement capitaliste retardataire, comme l'Iran, ne peut jouer le moindre rôle progressiste, car elles sont toutes trop dépendantes des impérialistes et craignent trop l'action indépendante du prolétariat. Elles sont incapables de résoudre les tâches démocratiques bourgeoises associées aux grandes révolutions européennes du XVII^e et du XVIII^e siècles, comme la réforme agraire, l'indépendance nationale, les libertés démocratiques et les droits des femmes.

L'expérience de la Révolution bolchévique de 1917 a montré que seul le prolétariat, à la tête des masses paysannes et des masses plébéiennes des villes, peut libérer la société dans les pays à développement capitaliste retardataire. Au Proche-Orient, seul le prolétariat peut briser les chaînes du traditionalisme réactionnaire et de la domination impérialiste. Trotsky déclarait en 1928 : « plus on allait vers l'Orient, plus mesquine et lâche devenait la bourgeoisie, et plus grandes les tâches qui incombent au prolétariat » (*l'Internationale communiste après Lénine*). Lorsqu'ils prendront le pouvoir et instaureront la dictature du prolétariat, les ouvriers des pays arriérés devront nécessairement promulguer des mesures socialistes, comme l'expropriation des moyens de production et l'instauration d'une économie planifiée. Cependant, ces révolutions ne pourront subsister et se développer qu'à condition de s'étendre aux pays capitalistes avancés d'Occident et au Japon.

Rejetant cette perspective marxiste, le Toudeh, dans la droite ligne de l'Internationale communiste (Comintern) stalinisée, insistait qu'à cause de l'arriération économique et historique de l'Iran, le prolétariat ne pouvait pas prendre le pouvoir en son propre nom. Il argumentait qu'au lieu de cela il devait y avoir une « révolution par étapes », la première étape devant être dirigée par la bourgeoisie « progressiste » ou « anti-impérialiste » et se limiter à réaliser les tâches démocratiques capitalistes. La révolution socialiste, prétendait-il, arriverait dans un avenir lointain, non spécifié. Comme d'habitude, la deuxième étape de la révolution, l'étape prolétarienne, n'est jamais arrivée.

Le Toudeh et le reste de la gauche iranienne ont attribué au clergé islamique des vertus « anti-impérialistes », ce qui a rendu leur base ouvrière aveugle face aux graves dangers auxquels elle serait confrontée en cas de victoire des mollahs, et qui a préparé l'écrasement brutal de la classe ouvrière. En fait, pendant les premières années du régime des mollahs, des cadres du Toudeh sont allés jusqu'à combattre au côté des *pasdarans* assassins et des nerfis fascisants *hezbollahis* pour tuer d'autres militants de gauche iraniens. Et pendant la guerre Iran-Irak, une guerre réactionnaire des deux côtés, le parti Toudeh demandait à ses militants de se présenter à leur mosquée (!) pour faire leur service militaire dans les *pasdarans*.

Quand ils défendaient le concept de « révolution par étapes », Staline et ses acolytes pouvaient au moins affirmer qu'ils soutenaient des forces bourgeoises modernisatrices. Par exemple, pendant la Révolution chinoise de 1925-1927, le Parti communiste chinois avait reçu de Staline et de ses sbires l'instruction de se subordonner à Guomindang, le parti nationaliste bourgeois dirigé par Chiang Kai-shek. Les staliniens argumentaient que ce pas supposé vers l'accomplissement de la « première étape » de la Révolution chinoise se



Jahangir Razmi

Août 1979 : exécution de Kurdes par le régime des mollahs iraniens, qui une fois au pouvoir a massacré les militants de gauche, les syndicalistes et les minorités ethniques. Moussavi (ci-contre), qui était Premier ministre de 1981 à 1989, fut un rouage important de l'impitoyable machine à tuer construite par Khomeiny.



AFP

justifiait par le fait que Chiang s'opposait à la dynastie mandchoue décadente et critiquait le bandage des pieds des femmes. Malgré tout, le résultat de cette trahison stalinienne fut l'extermination de dizaines de milliers de communistes et d'ouvriers combattifs, désarmés par Chiang lors du massacre de Shanghai, en avril 1927.

Quelle prétention à la modernisation aurait bien pu avoir la caste rétrograde des mollahs en Iran ? Le caractère réactionnaire de l'opposition islamique était évident depuis le début, surtout de par sa position sur la question femmes. Dans « A bas le shah ! A bas les mollahs ! » (*Workers Vanguard* n° 219, 17 novembre 1978), nous lançons cette mise en garde :

« Les musulmans appellent à une république *islamique*. Ils soutiennent la Constitution de 1906, et en particulier l'article ajouté en 1907, qui garantit explicitement le droit de veto du clergé sur toute la législation. L'opposition des mollahs au shah est une opposition réactionnaire, même si elle exploite les crimes de la dictature du shah. La haine fanatique de toute avancée sociale postérieure à l'époque du prophète Mahomet (au VII^e siècle !) trouve son reflet dans les régimes militaires du Pakistan ou de la Libye, et dans le regain d'obscurantisme qui a lieu dans toute la région, avec l'oppression brutale des femmes qui l'accompagne. »

La République islamique est un enfer pour les femmes. Dès son arrivée au pouvoir, Khomeiny réimposa le *hidjeb* pour les femmes dans les lieux publics. Celles qui ne se soumettaient pas à ce décret étaient punies de 74 coups de fouet ou d'un an d'emprisonnement. En même temps, le témoignage d'un homme était considéré comme valant deux fois celui d'une femme. Le fouet et les amputations furent appliqués par les tribunaux, et les femmes convaincues d'adultère pouvaient être lapidées. Le mariage des enfants fut réintroduit, tandis que des lois encourageaient la polygamie et empêchaient les femmes de quitter un mari violent. Le droit du mari au divorce unilatéral fut réinstauré.

Certains usages modernes ont pourtant fait leur chemin jusqu'en Iran. Malgré le rétablissement du mariage des enfants, l'âge moyen du premier mariage pour les femmes a

La gauche française se prosterne devant Moussavi, ex-Premier ministre de la théocratie chiite iranienne

Dans les dernières élections en Iran, aucun candidat ne représentait les intérêts des ouvriers, des femmes, des jeunes et des minorités nationales opprimées. Nous appelons à l'indépendance de la classe ouvrière contre la hiérarchie islamique et les oppresseurs capitalistes ; notre perspective révolutionnaire marxiste, c'est celle d'une révolution ouvrière. Par contre, pour la gauche réformatrice française, il s'agit d'une lutte pour la « démocratie » capitaliste et elle a dans l'ensemble soutenu les mollahs de Moussavi contre ceux d'Ahmadinejad et Khamenei. Marie-George Buffet du Parti communiste (PC), Olivier Besancenot du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) et Martine Aubry du Parti socialiste (PS) ont ainsi signé un appel où ils se plaignaient du « coup de force électoral » en Iran, ajoutant : « *Le mouvement populaire pacifique des Iraniens peut marquer le début d'une nouvelle ère démocratique en Iran. Le peuple d'Iran, dans sa soif de changement, a choisi, après le scrutin du 12 juin, la voie exemplaire d'un soulèvement démocratique* » (Libération, 23 juin).

Les ancêtres du NPA (la Ligue communiste révolutionnaire d'Alain Krivine, qui faisait partie du « Secrétariat unifié » d'Ernest Mandel) avaient vigoureusement soutenu l'avènement de la République islamique iranienne en 1979 (voir notre article dans ce numéro). Le NPA déclare maintenant que celle-ci « a perdu toute légitimité idéologique » – et il s'empresse d'essayer d'en donner une au mouvement derrière Moussavi, l'ex-Premier ministre de Khomeiny ! Le NPA applaudit ainsi « la mobilisation actuelle [qui] n'est pas l'expression d'un soutien à Moussavi, mais bien la volonté du peuple d'en finir avec la République islamique dans son ensemble » (Tout est à nous, 2 juillet).

Lutte ouvrière (LO) s'est un peu démarquée en refusant de s'extasier devant les manifestations pour Moussavi, non pas parce qu'il s'agit d'un politicien capitaliste, mais simplement parce qu'il n'y avait pas aux yeux de LO suffisam-

ment d'ouvriers dans ces manifestations. Il y a 30 ans, quand la gauche iranienne et internationale cherchait à subordonner aux mollahs les mobilisations ouvrières contre le shah, les ouvriéristes de LO n'avaient pas voulu casser l'unité derrière Khomeiny alors même que celui-ci prenait le pouvoir : « *il ne s'agirait pas forcément de se heurter de front et d'emblée à la direction actuelle au niveau des mots d'ordre et des objectifs immédiats* » (Lutte de classe, 8 janvier 1979). Autant pour les prétentions de LO à lutter pour les droits des femmes, même si aujourd'hui elle dénonce « *le carcan moyenâgeux de cette dictature religieuse* » (Lutte Ouvrière, 19 juin).

En Iran la lutte contre l'oppression des femmes et des minorités nationales exige la révolution prolétarienne. La seule solution, c'est la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, résolument indépendant de toutes les forces et classes sociales non prolétariennes, pour lutter pour reaverser le capitalisme par la révolution ouvrière.

Soutenons les Iraniens

Ainsi, ces centaines de milliers de manifestants ne seraient que « *épousés* » selon le président sortant Ahmadinejad ? Ainsi, son propre peuple n'existerait pas. Par son coup de force électoral, le pouvoir des mollahs décrète l'insuffisabilité d'un régime théocratique prétendument supérieur aux choix rationnels des citoyens ; en interdisant les manifestations, censurant les médias, procédant à des arrestations arbitraires, coupant les moyens modernes de communication, il cherche le pourrissement avant l'affrontement. Le mouvement populaire pacifique des Iraniens peut marquer le début d'une nouvelle ère démocratique en Iran. Le peuple d'Iran, dans sa soif de changement, a choisi, après le scrutin du 12 juin, la voie exemplaire d'un soulèvement démocratique. Il a compris que – sans à vouloir subir le sort du printemps chinois de 1989 – c'était le moment ou jamais de s'unir durement pour faire respecter leur citoyenneté. La détermination du pouvoir fait désormais face à celle des Iraniens eux-mêmes unis par le bon sens, le calme, la détermination... Et le soutien de l'opinion publique internationale. C'est pourquoi il faut se faire les relais de

leurs revendications démocratiques – au-delà du respect de leur vote qu'exigent tous les Iraniens, de l'intérieur comme de l'extérieur, les événements iraniens peuvent changer la face du monde et être porteurs d'un avenir neuf. C'est cet espoir dont nous sommes et qui sont aptes de liberté, de justice et de démocratie ont besoin. Nous voulons que le peuple iranien réussisse ce changement. Les modalités lui appartiennent et le débouché devra certainement être négocié, mais pour cela, il faut tenir. Cela dépend du peuple iranien mais aussi de notre solidarité. Nous voulons lui dire que le monde le regarde en admirant son courage. Nous demandons la cessation des tir meurtriers, l'arrêt des violences sur les manifestants, le respect du droit des journalistes de rendre compte des événements en cours ; nous demandons la libération des manifestants arrêtés.

Pouria Amirshahi, Martine Aubry, Pascal Bonafant, Marie-George Buffet, Elisabeth Boudier, Olivier Besancenot,

Harlan Bézier, Bertrand Bonville, Caroline P. Bourcier Langlois, M. Hamidi, Dominique Se...

La liste complète des signataires sur : www.soutenons-lesiraniens.fr

Libération

MARDI 23 JUIN 2009

Olivier Besancenot,

continué à augmenter, passant de 19 ans avant 1979 à 24 ans aujourd'hui. D'après la *New York Review of Books* (2 juillet), le taux d'alphabétisation dépasse 95 % pour les deux sexes. Aujourd'hui, les femmes représentent la majorité des étudiants. Mais malgré ces tendances, les femmes représentent seulement 15 % des travailleurs du secteur formel. Le recensement de 2006 a révélé que seulement 3,5 millions d'Iranniennes étaient salariées, contre 23,5 millions d'hommes.

Il y a six ans, pendant une vague de manifestations en Iran, nous avançons notre perspective de libération des femmes par la révolution socialiste :

« Dans les pays d'Orient, la question de l'oppression des femmes est une des forces motrices les plus puissantes de la révolution socialiste. D'ailleurs, quand les bolchéviks sont arrivés en Asie centrale dans les années qui ont suivi la révolution d'Octobre, c'est parmi les femmes qu'ils ont trouvé les principaux soutiens à leur programme, et qu'ils ont gagné leurs principaux cadres politiques. Il en va de même pour l'Iran. Un parti léniniste-trotskyiste, prenant fait et cause pour les droits des femmes contre le carcan ancestral de la religion et de la famille,

trouvera ses combattants les plus loyaux et les plus courageux parmi les femmes. »

– « Pour la révolution ouvrière en Iran ! », *Workers Vanguard* n° 807 (1^{er} août 2003)

WCPI : des apologistes de l'impérialisme « démocratique »

Le Parti communiste ouvrier d'Iran (WCPI) dénonce à la fois les factions Ahmadinejad et Moussavi du régime clérical. Cependant, dans son opposition à la République islamique, le WCPI s'est tourné à maintes reprises vers les puissances impérialistes, considérées comme des alliés potentiels – alors que ce sont des ennemis bien pires des opprimés du monde entier que les ayatollahs dans la néocolonie misérable qu'est l'Iran. Un représentant du WCPI écrivait ainsi dans l'*Evening Standard* de Londres (17 juin), à propos des manifestations en Iran : « *Il est temps aujourd'hui que les gens en Occident fassent pression sur les gouvernements occidentaux pour isoler politiquement le régime, au lieu de lui chercher des justifications et de le légitimer.* » Un communiqué mis en ligne sur Internet le 22 juin annonce fièrement que Hamid Taqvae,

un dirigeant du WCPI, « a écrit à des chefs d'Etat et au Secrétaire général de l'ONU au nom du peuple d'Iran, pour appeler les gouvernements "à rompre immédiatement tout lien politique avec la République islamique d'Iran, à fermer leurs ambassades et consulats, et à obtenir son expulsion des Nations Unies et des autres institutions internationales" ».

La nature réactionnaire des appels du WCPI à l'impérialisme démocratique s'est révélée dans les faits en Irak. En 2003, ce qui était alors l'organisation sœur du WCPI en Irak a soutenu l'occupation impérialiste dans ce pays en n'appelant qu'à remplacer les occupants américano-britanniques par « l'intervention des Nations Unies ». Ceci après que l'embargo de l'ONU, imposé à l'Irak après la guerre du Golfe de 1991, avait provoqué la mort d'environ un million et demi de personnes.

En même temps, le WCPI se distingue des autres groupes de gauche iraniens parce qu'il met en avant la question clé des droits des femmes, et parce qu'il est contre le voile. Mais après l'intervention de l'Union soviétique en 1979 en Afghanistan, contre une insurrection intégriste soutenue par la CIA, le WCPI considérait que l'Armée rouge était tout aussi réactionnaire que les guerriers de la foi *moudjahidin*. Le WCPI s'était joint à la plus grande partie de la gauche en refusant de soutenir l'intervention soviétique. Il avait justifié cette prise de position en expliquant que l'URSS était devenue « capitaliste d'Etat » au milieu des années 1920.

Nous, trotskystes, avons défendu de façon inconditionnelle l'Etat ouvrier dégénéré soviétique contre la contre-révolution intérieure et les agressions impérialistes, tout en appelant à une révolution politique prolétarienne pour chasser la bureaucratie stalinienne parasitaire. Nous disions « *Salut à l'Armée rouge en Afghanistan !* », et nous appelions à étendre les acquis sociaux de la révolution d'Octobre aux peuples afghans. Tout en mettant en garde que la bureaucratie du Kremlin était capable de capituler devant les impérialistes, nous insistions sur le fait que l'intervention de l'Armée rouge était objectivement en défense de l'Union soviétique, et qu'elle constituait en même temps un coup porté à l'intégrisme islamique qui menaçait de ramener les femmes à un quasi-esclavage. Le retrait du Kremlin d'Afghanistan a conduit à la victoire des *moudjahidin*, avec ses affreuses conséquences aujourd'hui pour les femmes afghanes, et il a donné un formidable élan aux forces de la restauration capitaliste qui ont triomphé en Union soviétique.

Il faut une révolution ouvrière en Iran !

L'Iran bouillonne aujourd'hui de contradictions et de tensions qui vont en s'exacerbant. Une nouvelle génération a grandi – environ 70 % de la population a moins de 30 ans –, qui n'a pas fait l'expérience de la « Révolution islamique » ni de la féroce guerre contre l'Irak dans les années 1980. Ces jeunes, dans leur grande majorité éduqués, et dont la vision du monde a été élargie par l'accès à Internet et à d'autres médias, étouffent sous le carcan médiéval imposé par le régime clérical. En même temps, l'Iran reste une prison des peuples, où les Azéris, les Kurdes, les Arabes, les Baloutches et les autres peuples opprimés par le régime chauvin grand-père représentent près de la moitié de la population.

Les manifestations actuelles surviennent en plein milieu

mensuel trotskyste
lutte de classe
N° 60
8 JANVIER 1978
5 F.

Et même si ce jour arrive, et même si le Chah part, et même si les nouveaux dirigeants introduisaient quelques changements démocratiques allant dans le sens des aspirations des masses populaires, l'armée serait toujours là, la même armée qui montre aujourd'hui toute sa férocité, et c'est elle qui resterait maîtresse de la situation.



Amnesty International

Préparatifs pour une lapidation en 2004. En 1979, LO propageait l'illusion que les mollahs pourraient introduire des « changements démocratiques ». LO porte ainsi sa propre responsabilité, à son échelle, pour la consolidation de ce régime anti-femmes.

d'une grave récession économique, aggravée par la crise financière mondiale. Totalement dépendantes du pétrole, les recettes d'exportation se sont effondrées avec la chute du prix du brut, qui est passé d'un maximum d'environ 140 dollars le baril à environ 70 dollars aujourd'hui. En même temps, le taux d'inflation est d'environ 24 %, et le taux de chômage officiel de 17 %. Plus de 35 % des moins de 30 ans connaissent le chômage de longue durée.

La seule voie vers une authentique modernisation sociale et économique, pour libérer l'Iran du joug impérialiste, pour libérer les femmes iraniennes de l'esclavage qu'elles subissent, pour garantir le droit à l'autodétermination nationale pour les Kurdes et les nombreuses autres nationalités opprimées, passe par la destruction de la domination de classe capitaliste en Iran. Ce qui manque cruellement aux masses iraniennes, c'est un parti ouvrier révolutionnaire, capable de diriger la lutte contre le régime clérical réactionnaire. Pour forger un tel parti, les militants de gauche en Iran doivent comprendre quelles sont les racines des trahisons des dirigeants qui, en 1979, ont contribué à une défaite historique en fraternisant avec les forces de la réaction islamique, présentées comme une alternative « progressiste » au shah. ■

Abonnez-vous à

WORKERS VANGUARD

Publication bihebdomadaire de la Spartacist League/US, section américaine de la Ligue communiste internationale

22 numéros (1 an) : 15 €
plus *Spartacist* anglais et *Black History and the Class Struggle*

Nom _____ Tél _____

Adresse _____

CP _____ Ville _____

Ecrire à LB, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10. Chèques à : Société d'édition 3L.

Xinjiang...

Suite de la page 6

aussi hans, ne peuvent pas en ce moment améliorer leurs conditions de vie en obtenant un emploi dans les usines appartenant aux capitalistes et qui produisent pour l'exportation. En ce sens, les contradictions fondamentales du système capitaliste mondial et les accommodements du régime stalinien de Pékin avec ce système ont aggravé le conflit national entre Ouïgours et Chinois hans au Xinjiang.

A leur manière, les bourgeoisies impérialistes reconnaissent que la Chine continue à incarner les acquis sociaux et nationaux de la Révolution de 1949. Le pays ne leur appartient pas, comme c'était le cas dans le passé. Le but ultime des puissances impérialistes américaine, européennes et japonaise est de restaurer le capitalisme en Chine et, une nouvelle fois, courber ce pays sous le joug semi-colonial. Dans ce but, les impérialistes encouragent et soutiennent des forces nationalistes réactionnaires liées à la religion parmi les peuples non hans – les Tibétains, les Ouïgours – dans les régions situées aux frontières occidentales de la Chine. C'est ainsi que le conflit national entre Ouïgours et Hans au Xinjiang doit être considéré dans le cadre plus large de l'hostilité impérialiste envers l'Etat ouvrier chinois.

L'incurie du pouvoir stalinien et le conflit national au Xinjiang

Le caractère spécifique de la question nationale au Xinjiang a significativement changé du fait des évolutions qui ont eu lieu depuis la Révolution de 1949. A cette époque, les Ouïgours constituaient 75 % de la population de la région, et les Chinois hans moins de 7 %. Aujourd'hui, sur les 21 millions d'habitants du Xinjiang, 45 % sont des Ouïgours et 40 % des Hans. De plus, la population han est concentrée dans les villes et, en 1949 déjà, les Hans étaient majoritaires à Urumqi, la capitale provinciale.

Initialement, l'émigration des Hans vers la province du Xinjiang, relativement pauvre et arriérée, résultait d'une politique délibérée du gouvernement et de mesures incitatives. Cependant, ces dix dernières années, le Xinjiang a connu un boom économique, même comparativement à la croissance chinoise, basé surtout sur l'exploitation et le développement de ses réserves de pétrole et de gaz naturel. Selon les statistiques officielles, le produit intérieur brut de la région a doublé entre 2004 et 2008, passant de 28 à 60 milliards de dollars. Ce boom a attiré des Chinois hans de toutes classes, des entrepreneurs capitalistes aux ouvriers non qualifiés, mus par des raisons économiques. Autrement dit, les changements démographiques ne sont pas uniquement dus à la politique et aux intentions du régime du PCC, même si les Ouïgours se plaignent qu'ils continuent à être exclus même des emplois non qualifiés.

En même temps, la généralisation des rapports de marché dans l'économie et l'importance du secteur privé ont accru le fossé entre le nombre croissant de Chinois hans et les peuples autochtones dans les zones frontalières de l'ouest du pays. Le recrutement dans le secteur public, et plus encore dans le secteur privé, est souvent basé sur le népotisme, les liens personnels ou la discrimination pure et simple en faveur des Chinois hans. Mais même si la concurrence sur le marché du travail se décidait sur la seule base des compétences individuelles, les Chinois hans seraient toujours avantagés par rapport aux Ouïgours ; ils sont de loin plus qualifiés et instruits, et surtout maîtrisent mieux le mandarin, langue de communication en Chine.



Sabrie/NY Times

Au lendemain des violences intercommunautaires, des Ouïgours et des Chinois hans d'un quartier mixte s'enrôlent dans un groupe d'autodéfense commun.

Ainsi, le boom économique qu'a connu le Xinjiang au cours de la dernière décennie semble avoir davantage aggravé que réduit le ressentiment des Ouïgours contre les Chinois hans, la nationalité socialement privilégiée et politiquement dominante. Deux correspondants en Chine du *Financial Times* de Londres (7 juillet) écrivent ainsi :

« La rénovation des villes anciennes et l'afflux de Chinois hans plus riches ont radicalement modifié les structures économiques locales, privant beaucoup de Ouïgours de leurs emplois traditionnels [...] »

« Cela au moment même où l'économie du Xinjiang croît à un rythme de plus de 11 % par an depuis six ans, supérieur à la moyenne nationale. Certains autochtones se plaignent que la richesse créée par cette croissance rapide aille dans les poches des nouveaux immigrants, augmentant ainsi le fossé entre riches et pauvres, Hans et Ouïgours. »

L'hostilité entre Ouïgours et Chinois hans a des racines historiques, vieilles de plusieurs siècles. Mais cette hostilité a été attisée par les effets de l'incurie bureaucratique stalinienne, en particulier au cours des deux dernières décennies. En même temps, il est important de reconnaître que les Ouïgours, comme les autres ouvriers et travailleurs ruraux partout en Chine, ont immensément bénéficié du développement social et économique progressiste de la République populaire d'après 1949. Depuis la Révolution, la mortalité infantile a continuellement baissé tandis que l'espérance de vie, qui était de moins de 30 ans en 1949, s'élevait à 67 ans en 2000.

Cependant, il est beaucoup plus probable que les jeunes hommes et femmes ouïgours d'aujourd'hui comparent leurs conditions de vie à celle des nouveaux arrivants hans plutôt qu'à celles de leurs parents et de leurs grands-parents. Et de ce point de vue, il est évident qu'ils sont désavantagés. Il est vrai que le régime stalinien fait un effort pour recruter des Ouïgours et les membres des autres minorités nationales dans les hautes sphères de l'ordre social. C'est ainsi que les étudiants ouïgours reçoivent des points supplémentaires aux examens normalisés qui servent de mécanisme de sélection pour l'entrée à l'université. Mais ces mesures n'ont qu'un caractère symbolique au vu de la réalité, qui est que la masse des Ouïgours se trouvent au bas de l'échelle d'une société nouvellement reconfigurée sur leurs propres terres.

Les dirigeants staliniens chinois, qui s'efforcent avant tout de préserver l'« ordre » social, ont compris le danger que représente pour eux l'hostilité grandissante des Ouïgours, plus pauvres, vis-à-vis des Hans mieux lotis. Mais au lieu de

prendre des mesures pour relever la population ouïgoure au niveau des Hans à l'intérieur du Xinjiang, le régime du PCC a eu recours à la soupape de sécurité de la migration intérieure vers les usines et les chantiers de la Chine côtière.

Depuis 2002, le gouvernement a mis en place un programme d'exportation de main-d'œuvre à l'intention des jeunes Ouïgours issus de familles à bas revenus. Ce programme a procuré des avantages substantiels à ceux qui y ont participé : des revenus deux à trois fois plus élevés que ceux que les Ouïgours auraient obtenus chez eux, la formation à l'utilisation d'équipements industriels modernes, des cours de mandarin et des soins médicaux gratuits. Mais la coercition d'Etat, sous la forme de lourdes amendes, était également utilisée à l'encontre des Ouïgours qui, en dépit de ces incitations matérielles, refusaient de partir pour aller travailler dans des villes inconnues, à des milliers de kilomètres.

On estime que 1,5 million de personnes originaires du Xinjiang, principalement des Ouïgours, travaillent dans d'autres régions de Chine. Mais cette soupape de sécurité est aujourd'hui en train de se fermer suite aux effets de la récession capitaliste mondiale. D'après certains témoins, les auteurs aussi bien que les victimes des émeutes de juillet à Urumqi, ouïgours ou hans, étaient pour la plupart des chômeurs ou des ouvriers migrants saisonniers.

Donc, que faire ? Un gouvernement ouvrier et paysan en Chine, issu d'une révolution politique prolétarienne, instaure une économie rationnellement planifiée et centralement administrée, basée sur les entreprises d'Etat. (Cela n'interdirait ni l'utilisation de mécanismes de marché pour des objectifs précis, ni un rôle limité pour le secteur privé, y compris étranger.) Seul un tel système pourrait réduire le fossé socio-économique qui existe et qui se creuse entre Ouïgours et Hans au Xinjiang. Ce qu'il faut, c'est allouer des ressources suffisantes et les utiliser pour instruire et former les Ouïgours à l'utilisation de la technologie industrielle moderne, sur un pied d'égalité avec les Chinois hans. Toutefois, en dernière analyse, pour atteindre un niveau d'abondance matérielle pour tous les peuples de Chine, il faudra l'aide d'un Japon socialiste ou d'une Amérique socialiste, ce qui souligne encore la nécessité de la révolution prolétarienne internationale.

Une mesure cruciale pour réaliser une égalité nationale authentique au Xinjiang est de rompre avec la politique stalinienne de sinisation forcée, et en particulier la marginalisation de la langue ouïgoure au profit du mandarin. Le patron du PCC au Xinjiang, Wang Lequan, déclarait que les langues minoritaires comme le ouïgour sont « dépassées au XXI^e siècle » (*New York Times*, 10 juillet). Wang parle ici le langage du mandarinat de la vieille Chine impériale, traduit dans le nationalisme stalinien et le chauvinisme han d'aujourd'hui. Depuis 2002, le mandarin est la seule langue d'enseignement à l'université du Xinjiang, du moins pendant les deux premières années d'études. En même temps, les enfants des familles ouïgoures des classes inférieures ont peu d'occasions de parvenir à la maîtrise du mandarin. Sous un gouvernement ouvrier et paysan, il y aurait un authentique bilinguisme à tous les niveaux d'éducation, de la maternelle à l'université. Les Ouïgours pourraient utiliser aussi bien leur propre langue que le mandarin dans toutes les institutions économiques et politiques, que ce soit pour s'adresser à des dirigeants d'usines ou à des responsables du gouvernement.

Les principes de l'internationalisme prolétarien exigent une telle politique linguistique – c'est-à-dire l'égalité de tous les peuples dans toutes les sphères de la vie. L'exemple dont



Rebiya Kadeer, qui dirige le Congrès mondial ouïgour (à gauche) lors d'une conférence de presse à Washington, en compagnie de Dana Rohrabacher, élu républicain au Congrès (centre) et du démocrate William Delahunt, le 10 juillet.

nous nous inspirons est celui du régime bolchévique dirigé par Lénine et Trotsky, issu de la Révolution russe de 1917. La Russie tsariste était, selon l'expression de Lénine, une « prison des peuples ». Arrivés au pouvoir, les bolchéviks mirent en œuvre les politiques pour lesquelles ils s'étaient toujours battus : l'égalité de tous les peuples, de toutes les ethnies et de toutes les langues, y compris le droit à l'autodétermination pour les innombrables nations opprimées sous l'empire tsariste.

En Chine, la majorité han constitue environ 90 % de la population. Seul un parti léniniste-trotskyiste engagé sur la voie de l'internationalisme prolétarien pourra combattre efficacement le chauvinisme han, y compris en mobilisant le prolétariat han dans la lutte pour l'égalité de tous les peuples de Chine. Et seul un tel parti pourra combattre les efforts des nationalistes et des islamistes réactionnaires ouïgours, soutenus par les impérialistes, pour exploiter dans un but contre-révolutionnaire les justes griefs des masses ouïgoures contre l'incurie du pouvoir stalinien chinois.

Le Congrès mondial ouïgour : une officine impérialiste

C'est une ironie de l'histoire, et un fait d'une signification politique profonde, que les islamistes ouïgours et le personnage principal du Congrès mondial ouïgour aient initialement été soutenus et parrainés par la direction stalinienne chinoise. Dans les années 1970 et 1980, la Chine était engagée dans une alliance stratégique avec l'impérialisme US contre l'Union soviétique, une politique inaugurée par Mao Zedong. Dans le contexte de cette alliance réactionnaire, le régime de Pékin a entraîné et envoyé de jeunes hommes ouïgours attirés par la religion (des musulmans sunnites) se joindre aux coupe-jarrets *moudjahidin* soutenus par la CIA qui combattaient les troupes soviétiques en Afghanistan.

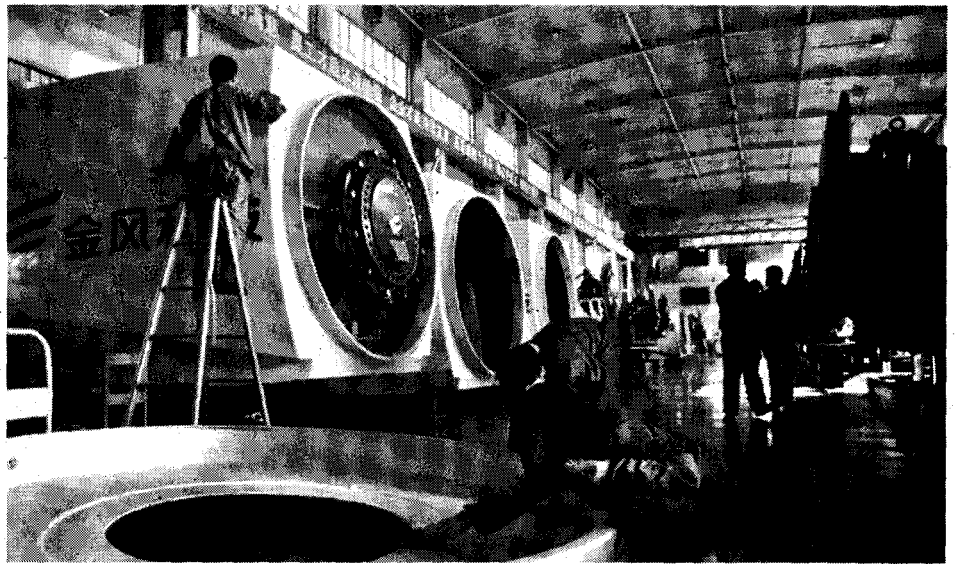
La bureaucratie chinoise a de façon criminelle soutenu l'impérialisme américain dans ses efforts pour affaiblir et saper l'Union soviétique, amplifiant ainsi la campagne contre-révolutionnaire de l'impérialisme contre l'URSS. Nous, les trotskystes, avons salué l'intervention de l'Armée rouge en Afghanistan, non seulement parce qu'il s'agissait d'une expression élémentaire de notre défense militaire inconditionnelle de l'Etat ouvrier dégénéré soviétique, mais

aussi parce que c'était le seul moyen de réaliser le progrès social dans un Afghanistan plongé dans l'arriération, notamment pour les femmes qui y étaient affreusement opprimées.

Après la chute de l'Union soviétique en 1991-1992, le gros des militants islamistes, représentés par Al Qaida et son chef Ousama Ben Laden, se sont retournés contre leurs anciens maîtres américains. De même les djihadistes ouïgours qui avaient combattu en Afghanistan ont retourné leurs fusils contre le gouvernement communiste chinois. Après les attentats du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center et le Pentagone, *Jane's Security News*, une revue liée aux services secrets britanniques, commentait à cet égard : « *La stratégie chinoise sur ce front [l'Afghanistan] a cependant produit des retombées négatives pour Pékin, car les djihadistes ouïgours de retour d'Afghanistan ont attisé l'insurrection qui couvait déjà pour un Turkestan oriental musulman indépendant au Xinjiang.* »

En fait, la plus grande partie des djihadistes ouïgours ne sont pas retournés en Chine. Il est néanmoins probable que les islamistes exilés aient des liens avec d'obscurs petits groupes de terroristes ouïgours comme le Mouvement islamique du Turkestan oriental, qui opère au Xinjiang. De fait, la destruction contre-révolutionnaire de l'URSS a conduit à une résurgence de l'intégrisme islamique dans toute l'Asie centrale. Pour sa part, le gouvernement stalinien chinois a rejoint la « guerre contre le terrorisme » mondiale, encourageant une fois de plus les impérialistes de Washington, qui aujourd'hui profitent des émeutes intercommunautaires dans le Xinjiang pour faire avancer leurs objectifs contre-révolutionnaires contre la Chine.

Un groupe beaucoup plus important que les groupes terroristes islamistes ouïgours est le Congrès mondial ouïgour (WUC), du fait du soutien qu'il reçoit de la part des impérialismes américain et aussi allemand. Le WUC reçoit des fonds du National Endowment for Democracy basé à Washington,



Corbis

Ouvriers dans une usine d'Etat d'éoliennes à Urumqi. Les secteurs clés de l'économie chinoise restent collectivisés.

une officine de la CIA bien connue. Le principal personnage de cette organisation est une certaine Rebiya Kadeer, qui se fait appeler « *la mère de la nation ouïgoure* ». Kadeer a commencé sa carrière en Chine comme riche capitaliste qui a réussi, et est devenue membre du Congrès populaire national, l'institution parlementaire aux ordres du régime du PCC. Mais en 1997, cette incarnation de la nouvelle classe capitaliste chinoise est tombée en disgrâce après que son mari, qui s'était enfui aux Etats-Unis, avait fait des déclarations désobligeantes sur la radio officielle Voice of America. Deux ans plus tard, elle était arrêtée et inculpée d'avoir « *livré des informations secrètes à des étrangers* » alors qu'elle se préparait à rencontrer une délégation d'agents du Congrès américain. Elle a été emprisonnée jusqu'en 2005. A sa libération, elle a émigré à Washington, où elle opère dans le bastion de l'impérialisme mondial. Kadeer a été reçue plusieurs fois par George W. Bush, qui l'a évidemment présentée comme une « *apôtre de la liberté* ».

Les émeutes intercommunautaires d'Urumqi ont eu lieu un peu plus d'un an après que des émeutiers tibétains, menés par des lamas bouddhistes, s'en sont pris aux habitants chinois hans lors d'agressions meurtrières dans la capitale provinciale, Lhassa (voir « *Emeutes contre-révolutionnaires au Tibet* », *le Bolchévik* n° 183, mars 2008). Beaucoup de médias bourgeois occidentaux ont fait un parallèle entre les deux événements, tout en condamnant hypocritement les communistes chinois pour leur brutalité envers les minorités nationales du pays.

Il y a des similarités mais aussi d'importantes différences entre les émeutes anti-Hans au Tibet en 2008 et les violences intercommunautaires de juillet de cette année au Xinjiang. Les similarités tiennent à la nature des forces exilées réactionnaires soutenues par l'impérialisme qui prétendent représenter les peuples tibétain et ouïgour. Les différences sont dans l'influence réelle que ces forces exercent sur le terrain dans les régions frontalières de la Chine occidentale. Le dalaï-lama a fui en Inde en 1959 après l'écrasement d'un soulèvement de lamas et d'aristocrates organisé et armé par la CIA. Depuis lors, il a été pour ainsi dire élevé par ses maîtres impérialistes au rang d'incarnation suprême de l'opposition au gouverne-



Riboud/Magnum

Un paysan accuse un propriétaire terrien devant un tribunal populaire après la Révolution chinoise de 1949.

ment communiste chinois. Le dalaï-lama est un personnage politique d'une certaine importance sur la scène internationale. Rebiya Kadeer, du WUC, a tout fait pour s'identifier, elle et sa cause, avec le « dieu vivant » du Tibet, qui a rédigé une brève introduction à son autobiographie. Toutefois, avant les violences intercommunautaires de juillet dans le Xinjiang, peu de gens s'intéressaient à Kadeer et ses sbires, sauf leurs agents traitants de la CIA.

Au Tibet, la politique du régime du PCC a eu pour effet la reconstitution d'une caste numériquement importante et relativement prospère de prêtres bouddhistes. Les lamas sont au premier plan tant de la réaction intérieure que des provocations impérialistes, comme les émeutes de l'an dernier. A l'opposé, la politique de Pékin dans le Xinjiang a été d'empêcher l'émergence d'une caste cléricale islamique socialement et politiquement influente. Les mosquées doivent être enregistrées auprès de l'Etat, et les imams doivent être approuvés par le gouvernement. Il n'existe pas aujourd'hui de réseau organisé de clercs islamiques qui pourrait servir de lien entre les ennemis impérialistes de la République populaire de Chine et les masses ouïgoures mécontentes. Sur la base des informations disponibles, ce qui s'est passé à Urumqi en juillet était pour l'essentiel une éruption spontanée de haine ethnique attisée, en ce qui concerne les Ouïgours impliqués, par leur situation économique relativement défavorisée.

Les réformistes et les émeutes au Xinjiang

Les réformistes « socialistes », comme ceux de l'International Socialist Organization (ISO) aux Etats-Unis, ont rejoint les impérialistes dans leur campagne pour la destruction contre-révolutionnaire de l'Etat ouvrier déformé chinois. L'ISO prétend que la Chine n'a jamais été un Etat ouvrier mais qu'elle serait « capitaliste d'Etat » depuis 1949. Cette « théorie », que l'ISO appliquait également à l'ex-Union soviétique, est un prétexte pour couvrir des décennies de pratiques anticommunistes pour le compte de l'impérialisme. L'ISO a hurlé avec les loups impérialistes contre l'intervention soviétique en Afghanistan. En 1988-1989, quand les forces soviétiques se sont retirées d'Afghanistan dans ce qui constituait une tentative futile de la part de la bureaucratie du Kremlin d'apaiser les impérialistes, l'ISO jubilait : « *Nous nous réjouissons de la défaite des Russes en Afghanistan. Cela réjouira tous ceux qui, à l'intérieur de l'URSS et en Europe de l'Est, veulent briser le pouvoir des héritiers de Staline* » (*Socialist Worker*, mai 1988). Trois ans plus tard, le Socialist Workers Party britannique (SWP), ex-organisation mère de l'ISO, exultait : « *Le communisme s'est écroulé [...]. C'est une chose qui doit réjouir tout socialiste* » (*Socialist Worker* [Grande-Bretagne], 31 août 1991).

Plus récemment, dans un article intitulé « La forme changeante des luttes en Chine » (*Socialist Worker* en ligne, 9 juillet), l'ISO dépeignait l'horrible carnage intercommunautaire dans le Xinjiang comme des « protestations à connotation de classe », et s'enthousiasmait de manière grotesque que « la révolte d'Urumqi confirme que la lutte de ceux d'en bas continue d'éclater à une échelle grandissante ».

De l'autre côté du spectre du réformisme, on trouve le Parti pour le socialisme et la libération (PSL). Un article paru le 24 juillet sur son site Web et intitulé « Derrière les émeutes d'Urumqi en Chine », tout en dénonçant à juste titre la façon dont les impérialistes et leurs médias se saisissaient des émeutes d'Urumqi, est fondamentalement une apologie de la bureaucratie chinoise. Le PSL prend soin de déclarer que « les rapports entre les Chinois hans et les Ouïgours ne sont

pas parfaitement harmonieux ». Après avoir noté que les « réformes de marché » du PCC ont conduit à des « rivalités entre nationalités », le PSL exonère la bureaucratie chinoise de tout soupçon de chauvinisme han. De fait, c'est vers la bureaucratie stalinienne que le PSL se tourne pour faire obstacle à la contre-révolution ; dans un article publié quelques mois plus tôt (10 février), on pouvait lire : « *Le gouvernement du PCC, en dépit de toutes ses contradictions, reste l'obstacle le plus important à un retour de la Chine vers son état précédent d'esclavage semi-colonial.* »

En réalité, la perpétuation du pouvoir du PCC sape la défense du pouvoir d'Etat prolétarien en Chine. Contrairement à ce que prétend le PSL, la bureaucratie continue à préserver la propriété d'Etat non pas parce qu'elle s'identifie avec le socialisme, mais, comme Trotsky l'écrivait dans *La Révolution trahie* (1936) parlant de l'Union soviétique, « *uniquement par crainte du prolétariat* » – c'est-à-dire pour protéger sa position privilégiée de caste parasitaire au sommet de l'Etat ouvrier.

Pour la révolution prolétarienne internationale !

Le régime du PCC accuse le Congrès mondial ouïgour de « séparatisme ». En réalité, Kadeer et Cie n'appellent pas aujourd'hui ouvertement à la sécession du Xinjiang et à la création d'un Etat indépendant, même si tel est manifestement leur objectif. Les djihadistes ouïgours, eux, appellent à un « Turkestan oriental islamique » indépendant. Nous sommes des internationalistes prolétariens, et nous ne considérons donc pas les frontières d'Etat actuelles de la Chine comme sacrées. Mais toutes les forces qui prônent ou soutiennent un Xinjiang indépendant aujourd'hui sont dans le camp de la contre-révolution capitaliste. De plus, la revendication d'un Xinjiang indépendant, même formulée dans les termes les plus « démocratiques », serait comprise par tous dans la région comme un programme pour chasser le peuple han.

On ne peut envisager une solution progressiste du conflit national au Xinjiang que dans le contexte d'une révolution politique prolétarienne dans toute la Chine. Cela ouvrirait des possibilités historiques qui n'existent pas aujourd'hui : une certaine forme d'autonomie régionale, ou même un Etat indépendant allié à la Chine.

Le régime stalinien chinois de Hu Jintao affirme que le but de sa politique et de sa pratique est « une société harmonieuse ». Une prémisses fondamentale du marxisme est qu'une société harmonieuse ne peut être réalisée que si l'on en finit avec la pénurie économique pour atteindre l'abondance matérielle. En dépit de la croissance économique rapide de la Chine depuis la Révolution de 1949, c'est encore un pays relativement pauvre selon les standards internationaux. Le produit intérieur brut par tête est le dixième de celui des Etats-Unis et le septième de celui du Japon.

En dernière analyse, la survie et le développement des acquis révolutionnaires de la Chine reposent sur la lutte pour la révolution socialiste dans les pays capitalistes avancés que sont le Japon, l'Amérique du Nord et l'Europe occidentale, la seule voie vers la modernisation de la Chine dans tous les domaines, dans le cadre d'une économie planifiée internationale. Une révolution politique prolétarienne aboutissant à une Chine des conseils d'ouvriers et de paysans serait un phare pour les masses travailleuses opprimées d'Asie et du monde entier. Tellé est la perspective de la Ligue communiste internationale.

– Traduit de *Workers Vanguard* n° 941, 28 août

Allemagne...

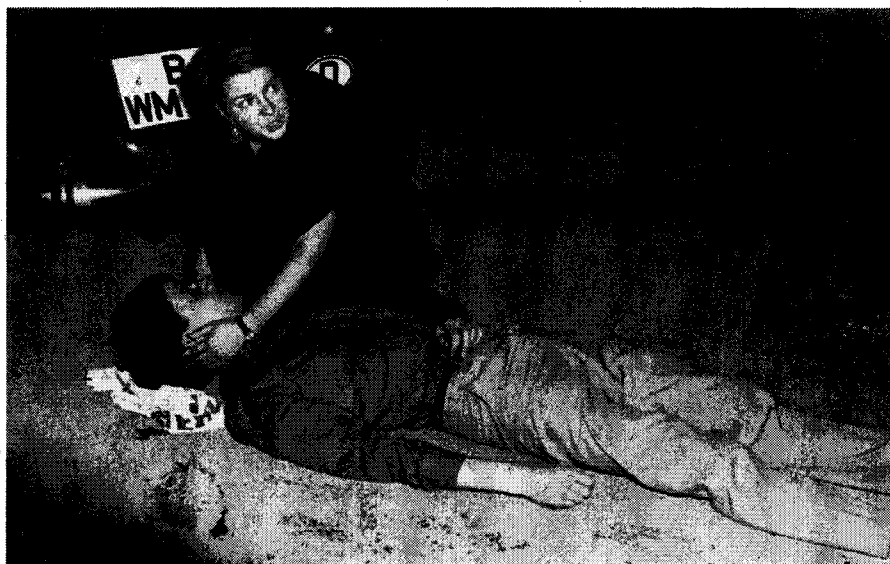
Suite de la page 32

mations à son ennemi de classe, la RDA, c'est *pour cela* qu'elle le condamne.

Pour maintenir sa domination, la classe capitaliste a besoin d'un appareil de répression, comme l'avaient expliqué Marx et Engels : « *des détachements spéciaux d'hommes armés* », pour l'essentiel la police, l'armée et les prisons, afin d'opprimer les autres classes et en premier lieu le prolétariat. Comme l'écrivait Trotsky en 1932 dans *la Révolution allemande et la bureaucratie stalinienne (problèmes vitaux du prolétariat allemand)* : « *L'ouvrier, devenu policier au service de l'Etat capitaliste, est un policier bourgeois et non un ouvrier.* » Son travail consiste à défendre la domination des capitalistes et de leur Etat ; tous les jours il s'agit d'arrêter des gens, les expulser, tabasser des travailleurs et briser des grèves. Les flics ne font pas partie du mouvement ouvrier ; ils sont au contraire son ennemi mortel. C'est pourquoi les policiers n'ont rien à faire non plus dans les organisations ouvrières de masse, les syndicats.

Lors de deux procès pour homicide involontaire, Kurras fut acquitté ; il ne fut jamais inculpé de meurtre. Par contre Fritz Teufel, un militant de gauche qui prit part aux manifestations du 2 juin 1967 contre le shah d'Iran, fut inculpé de trouble aggravé à l'ordre public après avoir été tabassé par la police et il fit plus de deux mois de détention provisoire avant d'être libéré temporairement suite aux protestations contre sa détention. Kurras put poursuivre sa carrière sans inconvénient, et fut même promu à plusieurs reprises dans la police de Berlin-Ouest jusqu'à l'âge de la retraite. Il n'eut jamais aucun souci à se faire : des indices cruciaux disparurent (notamment le crâne avec l'impact de balle), et d'importants témoins ne furent jamais interrogés. Lorsque Ohnesorg fut « acquitté », le juge Geus constatait même qu'« *Ohnesorg a même encore été frappé alors qu'il était déjà au sol, atteint d'un coup de feu mortel* » (*stern online*, 1^{er} décembre 2007).

Ce n'était pas la Stasi mais le « syndicat » de la police (GdP) de l'entité capitaliste de Berlin-Ouest qui paya 60 000 deutschemarks pour son avocat. Après la révélation des activités de Kurras pour la Stasi, le ministre de l'Intérieur [du Land de Berlin], Körting, membre du SPD, a exigé le réexamen de ses droits à la retraite et il a demandé à voir le dossier. Tout d'un coup on exige des poursuites pour meurtre. Otto Schily, qui avait été l'avocat de la famille d'Ohnesorg, et qui a été à partir de 1998 ministre de l'Intérieur et donc chef suprême de la police dans le gouvernement SPD-Verts, a déclaré au *Spiegel* (25 mai) : « *Si la police avait su la vérité sur ce monsieur, elle aurait traité cette affaire d'une toute autre manière. On aurait alors vraiment élucidé la mort d'Ohnesorg.* » L'Union des organisations de victimes de la



pa/dpa

Une étudiante auprès de Benno Ohnesorg le 2 juin 1967. En bas : 20 juin 2009, un policier en civil vise des manifestants de gauche lors de l'occupation de l'ancien aéroport de Tempelhof à Berlin (administrée par le SPD et Die Linke).

Tagesspiegel



tyrannie communiste (UOKG) a demandé que l'officier de police judiciaire à la retraite soit « *rétrogradé rétroactive-ment* », car « *il était et il est indigne d'une fonction dans la police d'un Etat de droit* » (*Spiegel online*, 25 mai). En conséquence Kurras, qui a 81 ans, a été exclu du club sportif et du « syndicat » de la police. L'affaire Kurras est un véritable cas d'école sur l'Etat capitaliste et sa justice. La justice de classe bourgeoise, pas plus que l'appareil d'Etat bourgeois dans son ensemble qui garantit la propriété privée des moyens de production, ne peut servir les intérêts des opprimés.

Le 2 juin 1967 – répétition générale pour l'état d'urgence sous le Sénat capitaliste du SPD

Le 2 juin est entré dans l'histoire comme « répétition générale pour l'état d'urgence », un exemple de la manière dont le pouvoir d'Etat bourgeois traite ses opposants. Cela commença avec des mobilisations pour la guerre civile pendant des jours entiers ; 30 000 policiers furent mobilisés ; c'étaient des mesures qui sont encore utilisées aujourd'hui. Le shah d'Iran, une marionnette sanguinaire des impérialistes, devait

faire une visite d'Etat ; cela servit de prétexte à des exercices selon les conditions de l'état d'urgence (une législation encore en vigueur où le recours à l'armée est possible pour briser des grèves). Depuis le début des années 1960 il y avait une radicalisation des étudiants et des lycéens dans le monde entier contre la guerre américaine au Vietnam qui visait une révolution sociale dans ce pays. Notre tendance était pour la victoire militaire du Nord-Vietnam et proclamait : « *Toute l'Indochine doit devenir communiste !* » L'Allemagne de l'Ouest venait de subir une grave crise économique et des protestations ouvrières, y compris des grèves sauvages, se multipliaient. A Berlin-Ouest, la vitrine du « monde libre » face à l'Etat ouvrier de RDA, la presse bourgeoise menait une campagne aux accents racistes et quasi fascistes contre les étudiants et les jeunes. Le Sénat SPD prenait activement part à cette agitation anticommuniste et attaquait violemment tous ceux qui avaient de la sympathie pour le Vietnam et qui avaient quelque chose contre l'oppression impérialiste. Un gouvernement de grande coalition CDU-SPD avait été constitué en 1966 à Bonn [la capitale fédérale à cette époque], et en 1967 les directions syndicales avaient commencé à prendre part à l'« Action concertée » (une mesure pour essayer d'enchaîner les travailleurs à leur patron). Depuis, les jeunes et les ouvriers étaient de plus en plus nombreux à rompre avec le SPD, qu'ils voyaient de plus en plus comme une partie de l'appareil de répression.

L'attaque contre les étudiants lors de la visite du shah commença avec les « chauvins perses » (membres de la SAVAK, les services secrets iraniens), qui purent frapper avec de longs bâtons les manifestants sans que personne ne les en empêche ; les camarades iraniens des étudiants de gauche avaient été préalablement arrêtés. Le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* [l'équivalent allemand du *Figaro*] écrivit à l'époque que la police avait « *laissé libre cours à la violence* » d'une manière qu'on avait jusqu'à présent « *vu seulement dans les journaux à propos de pays fascistes ou à moitié fascistes* » (*Die Zeit*, 17 mai 2007, « Le jour qui a changé la république »). Sebastian Haffner, qui à l'époque écrivait un éditorial toutes les semaines dans le *Stern* [un hebdomadaire du type du *Nouvel Observateur*] :

« Ce qui s'est produit dans la nuit sanglante du 2 juin à Berlin n'était pas la dispersion d'une manifestation par des moyens peut-être un peu trop musclés. C'était un pogrom systématique, planifié de sang-froid, commis par la police berlinoise contre des étudiants berlinois. La police n'a pas chassé et dispersé les manifestants comme elle le fait d'habitude, elle a ici fait le contraire : elle les a isolés et encerclés, elle a resserré son étai puis elle a matraqué et piétiné avec une bestialité déchaînée des personnes sans défense qui trébuchaient et tombaient les unes sur les autres. »

– « La nuit des longues matraques », 25 juin 1967

Cet article valut à Haffner d'être traîné devant la justice par la police et conduisit Uwe Soukop à faire des recherches sur les événements, qu'il a publiées dans son livre *Wie starb Benno Ohnesorg ? Der 2. Juni 1967* [Comment est mort Benno Ohnesorg ? Le 2 juin 1967], un livre utile à lire. Un groupe d'arrestation spécial visant les instigateurs de la manifestation avait pour tâche de coincer de petits groupes dans une ruelle ; on appela cela la « *chasse au renard* ». C'est ce qui arriva à Benno Ohnesorg, qui prenait part pour la première fois de sa vie à une manifestation ; il était totalement désarmé et il était très visible du fait de sa chemise rouge. Il fut pris au piège par les flics et ensuite tué d'un coup de feu par Kurras à l'entrée d'une cour dans la Krumme Strasse. Le chef de la police de Berlin-Ouest, Duensing, membre du SPD,



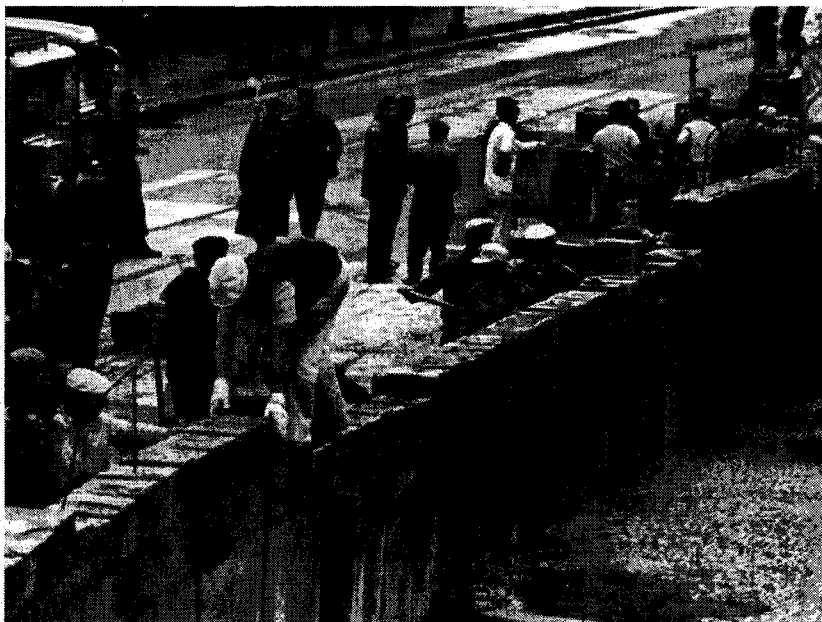
Ullstein

Kurras félicité par ses collègues de la police de Berlin-Ouest après son acquittement.

qui avait été officier d'état-major dans la Wehrmacht [l'armée sous Hitler], était fier de sa tactique bien connue « *de la saucisse de foie* » consistant à « *frapper au milieu de façon que cela explose aux extrémités* ». Le maire SPD, Albertz, prit la défense de la police et les journaux de Springer [un magnat de la presse de caniveau] firent une campagne provocante contre les « *méthodes de SA* » [nazis]... *des étudiants !* Les auteurs du *Kursbuch* [une revue de gauche] d'avril 1968 (« L'état d'urgence non déclaré – Documentation et analyse d'un été berlinois ») ont exprimé ce que beaucoup de jeunes et d'étudiants pensaient alors : « *La justice ne peut trouver de responsable car elle-même fait partie de l'appareil mis en œuvre contre les étudiants. Tirer, condamner, ce sont deux mouvements de l'appareil d'Etat qui vont dans la même direction.* »

La mort de Benno Ohnesorg devint un symbole : plus que jamais il fallait lutter. De nombreux militants de gauche et jeunes politisés et inspirés par l'actualité internationale fondèrent des cercles de gauche sur les facs, allèrent dans les usines, et quelques-uns d'entre eux se tournèrent vers la lutte armée de guérilla. Mais la haine contre le SPD ne conduisit pas d'elle-même à un programme révolutionnaire. La grande majorité des jeunes resta prise dans des mouvements petits-bourgeois ou se tourna vers les maoïstes du fait de l'absence d'un parti révolutionnaire qui aurait fait de la propagande pour l'alliance des étudiants avec la classe ouvrière – la seule force sociale qui peut changer cette société radicalement et fondamentalement. Les fausses théories des maoïstes, pour lesquels l'Union soviétique était un Etat impérialiste, conduisirent à la réconciliation de ces jeunes étudiants et travailleurs avec la question clé pour la bourgeoisie allemande, à savoir que le soi-disant « *ennemi principal* » se trouvait à Moscou et/ou Berlin-Pankow [le quartier des bureaucrates à Berlin-Est]. La ligne de classe divisait l'Allemagne par le milieu. Après que l'Armée rouge avait écrasé le régime nazi en 1945 et libéré toute l'Europe de la barbarie nazie, l'Allemagne de l'Ouest devint un bastion anticommuniste où la bourgeoisie d'Auschwitz maintenait sa dictature bourgeoise de classe, avec dorénavant un « *visage démocratique* » ; de l'autre côté, à l'Est, les capitalistes furent expropriés et les moyens de production furent socialisés avec la création de l'Etat ouvrier bureaucratiquement déformé de RDA.

Dans ce mouvement de la « *nouvelle gauche* », nous avons



La construction du mur de Berlin en août 1961 avait stoppé la saignée économique de la RDA par les impérialistes.

cherché à gagner au trotskysme les meilleurs d'entre eux. Ceux qui furent recrutés au marxisme révolutionnaire constituèrent la base pour l'extension de notre tendance. Cette extension était d'importance pour notre tendance internationalement, qui était née aux USA dans la lutte au début des années 1960 contre la dégénérescence révisionniste du parti trotskyste américain, le Socialist Workers Party. Nous défendions inconditionnellement sur le plan militaire l'Etat ouvrier déformé de RDA et l'Etat ouvrier dégénéré d'Union soviétique contre l'impérialisme et la contre-révolution intérieure, tout comme nous défendons aujourd'hui les Etats ouvriers déformés restants : la Chine, Cuba, la Corée du Nord et le Vietnam. Nous avons un programme pour la révolution politique prolétarienne en Allemagne de l'Est pour renverser la bureaucratie, et pour la révolution sociale à l'Ouest pour renverser la classe capitaliste ; ce programme s'exprimait dans le mot d'ordre « pour la réunification révolutionnaire de l'Allemagne » et dans notre nom : la Ligue trotskyste d'Allemagne (TLD). La TLD, section allemande de la tendance spartaciste internationale, fut fondée en 1974.

Dans les années 1970 ce même appareil d'Etat capitaliste monstrueux fit la chasse à la Fraction armée rouge (RAF) et à d'autres groupes comme le « Mouvement du 2 juin ». Il piétina les droits démocratiques les plus élémentaires des accusés de la RAF, condamna ceux-ci à de longues années de prison lors de procès à grand spectacle et les tortura en les mettant en cellule d'isolement. L'Etat envoya à la mort Holger Meins en 1974 et Ulrike Meinhof en 1976 (soi-disant « suicide par pendaison »). En octobre 1977 mouraient Andreas Baader, Gudrun Ensslin et Jan-Carl Raspe en pleine nuit lors d'un soi-disant « suicide groupé planifié » au moyen de pistolets et de couteaux dans la prison de haute sécurité de Stammheim qui était sous vidéo-surveillance 24 heures sur 24 et où toutes les cellules étaient constamment fouillées. Lors de l'« automne allemand » (dix ans après la mort d'Ohnesorg) la « démocratie » bourgeoise montrait ainsi son vrai visage : celui de la dictature de la bourgeoisie qui s'appuie sur ses organes de répression, des « détachements spéciaux d'hommes armés », pour briser ou carrément anéantir toute

résistance. Nous n'oublions pas que onze partisans de la RAF ont été assassinés par des balles de la police. Et cette terreur d'Etat a été appliquée par le même SPD qui avait fait assassiner 60 ans plus tôt Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg.

Après la contre-révolution en RDA, au milieu des années 1990, dix anciens membres de la RAF et du Mouvement du 2 juin furent emprisonnés dans diverses villes de l'ex-RDA, où ils vivaient et survivaient normalement depuis des années. Le SPD prit alors la direction d'une chasse aux sorcières contre les « relations entre la RAF et la Stasi » dans le but de présenter la RDA comme un Etat criminel abritant les « terroristes ». Nous avons condamné cette campagne ; nous écrivions « A bas la chasse aux sorcières contre l'ex-RAF ! » (*Spartakist* n° 73, 3 juillet 1990). En 1993 Wolfgang Grams fut exécuté par le GSG 9 [unité d'élite de la police, équivalent du RAID]. Encore une leçon sur l'Etat capitaliste : on ne reprochait aucun acte à Grams, à part la « participation à un groupement terroriste », ce qui suffisait à la bourgeoisie pour donner

carte blanche pour l'assassiner. Le Spartakist-Arbeiterpartei Deutschlands, et avant lui la TLD, a toujours défendu la RAF et les autres groupes de gauche contre la répression de l'Etat bourgeois. Nous défendons de même toutes les victimes des chasses aux sorcières anticommunistes.

La lutte des trotskystes contre la contre-révolution

Déjà dans les années 1970 il était dégoûtant de constater que de nombreux groupes de gauche avaient laissé tomber la revendication de la libération de la RAF. Cette capitulation devant la bourgeoisie allemande s'accrut encore avec le début de la deuxième guerre froide fin 1979 lorsque l'Armée rouge vint à l'aide du régime modernisateur afghan harcelé par un soulèvement réactionnaire de mollahs et de grands propriétaires fonciers soutenu par la CIA et les impérialistes. Beaucoup de militants de gauche, qui dix ans plus tôt disaient encore « Ho, Ho, Ho Chi Minh » [dirigeant du FNL vietnamien], hurlaient maintenant avec les loups impérialistes, prenant part au chœur antisoviétique. Nous défendions fondamentalement le progrès ; du fait également que nous défendions militairement de façon inconditionnelle l'Union soviétique, nous avons déclaré « Salut à l'Armée rouge en Afghanistan ! » et nous avons appelé à l'extension des acquis de la révolution d'Octobre aux peuples d'Afghanistan. La gauche réformiste, poursuivant sa trajectoire politique, a atterri du côté de la contre-révolution capitaliste en RDA en 1990, et ensuite en Union soviétique en 1991-1992. Nous étions ainsi les seuls à lutter contre la contre-révolution.

Une obscène nouvelle chasse aux sorcières a maintenant commencé avec les « révélations » sur Kurras. Elle a pour but de détourner l'attention des crimes de l'Allemagne capitaliste dans le cadre de laquelle opérait Kurras le 2 juin. Maintenant c'est soi-disant la Stasi qui était l'instigatrice et la responsable pour les désordres et les déprédations du mouvement étudiant, ainsi que pour la RAF ! Ainsi Helmut Müller-Enbergs (autrefois membre du RJVD, une organisation de jeunesse qui a été le précurseur du MLPD réformiste mao-stalinien), spécialiste des révélations sur la Stasi, se demande par exemple



1994, tribunal administratif de Halle : les spartacistes protestent contre la chasse aux sorcières anticommuniste visant les anciens membres de la Stasi. Sur les panneaux on peut lire entre autres « réintégration de toutes les victimes de la chasse aux sorcières » et « défendre la RDA n'était pas un crime, mais la brader en était un ».

aujourd'hui : « *Quel signal est-ce que cela aurait donné si on l'avait su dans la jeunesse étudiante et extra-parlementaire naissante en juin 1967 ?* » (Deutschland Archiv n° 42). « *Est-ce que les soixante-huitards se sont trompés d'ennemi ?* », écrit en titre le *Frankfurter Rundschau* [quotidien pro-SPD]. Et Gerd Koenen, ancien membre du KBW (Ligue communiste d'Allemagne de l'Ouest, maoïste), demande : « *Et puisque presque tout paraît maintenant possible : est-ce que c'était simplement de la paranoïa, ou est-ce que c'était une intuition plausible, lorsque Rudi Dutschke, qui avait quitté la RDA, en arriva dans les dernières années de sa vie à l'hypothèse que celui qui avait commis l'attentat contre lui, le jeune militant de droite Josef Bachman, qui comme lui venait de l'Est, et avec qui il avait échangé de nombreuses lettres, aurait agi à l'instigation de la Sécurité d'Etat de Mielke [le chef de la Stasi] ?* » (*Süddeutsche Zeitung*, 27 mai).

La construction du mur de Berlin en août 1961 avait stoppé la saignée économique de la RDA par les impérialistes. Le mur était une mesure bureaucratique pour défendre l'Etat ouvrier. C'est pourquoi nous les trotskystes le défendions. En tant que ligne de front pour la défense de la révolution d'Octobre, il était l'objet de la haine des impérialistes. La bureaucratie stalinienne était une caste parasitaire qui reposait sur les formes de propriété prolétariennes d'un Etat ouvrier déformé ; grâce à des mesures bureaucratiques d'Etat policier, elle exerçait un monopole du pouvoir politique vis-à-vis de la classe ouvrière, contre laquelle elle défendait ses privilèges. Elle était hantée par le fantôme de la révolution politique prolétarienne, un nouveau 17 juin 1953. Ce jour-là une grève sur les chantiers de construction à Berlin-Est s'étendit comme un feu de broussaille. Sous la pression de ce soulèvement ouvrier prosocialiste, une partie du SED passa du côté des ouvriers. Seule l'intervention de l'armée soviétique sauva la domination de la bureaucratie du SED. C'est par peur de la classe ouvrière que fut construit un appareil de sécurité grotesquement surdimensionné, le MfS ; celui-ci servait non pas seulement à la lutte indispensable contre l'espionnage impérialiste et la subversion contre-révolutionnaire, mais aussi dans une large mesure à la surveillance généralisée et à

l'oppression intellectuelle.

Tout de suite après l'*Anschluss* [annexion] capitaliste en 1990, une campagne fut déclenchée pour traîner devant les tribunaux tous les collaborateurs de la Stasi et de nombreux soldats aux frontières, et pour détruire leur existence. Les staliniens étaient poursuivis par la mauvaise classe pour les mauvais crimes. Par exemple l'ex-chef de la Stasi Erich Mielke, qui était détesté, fut condamné comme meurtrier présumé de deux policiers en 1931 ; la condamnation reposait sur un procès sous les nazis et sur des témoignages qui avaient été extorquées par la Gestapo. Il y a eu en tout plus de 100 000 procédures judiciaires. Cette chasse aux sorcières a servi à étouffer et criminaliser toute résistance à la destruction de l'industrie de la RDA qui a suivi. Les procès faisaient partie de la vendetta de la bourgeoisie et de ses complices du SPD.

Nous les spartacistes, nous avons dès

le début défendu contre les impérialistes pleins d'arrogance et leur justice de vainqueurs les anciens bureaucrates de RDA comme Erich Honecker, Mielke et Markus Wolf ainsi que toutes les victimes de la chasse aux sorcières – y compris de nombreux militants du PDS ; la direction de celui-ci a capitulé servilement devant cette chasse aux sorcières pour prouver sa propre loyauté vis-à-vis de la bourgeoisie allemande. A bas la chasse aux sorcières anticommuniste !

Nous sommes intervenus en RDA en 1989-1990 avec toutes les forces à notre disposition. Nous luttons en RDA pour une révolution politique prolétarienne afin de défendre les formes de propriété collectivisée et remplacer les dirigeants staliniens traîtres par un régime de conseils ouvriers, ce qui aurait pu devenir l'étincelle d'une révolution ouvrière socialiste à l'Ouest. Nous étions les seuls à lutter pour une solution révolutionnaire dans l'intérêt de la classe ouvrière ; en effet, les organisations soi-disant de gauche étaient en Allemagne de l'Ouest depuis des dizaines d'années à la remorque du SPD qui faisait un travail de sape pour miner la RDA à ses fondations, avec pour objectif la contre-révolution (voir l'article « SPD : cheval de Troie de la contre-révolution », *Spartakist* n° 176, mars). Fin janvier 1990 le SED-PDS emboîtait le pas à Gorbatchev pour brader la RDA, et il donnait son soutien à la réunification capitaliste de l'Allemagne. Nous avons lutté pour mobiliser le prolétariat contre l'*Anschluss* capitaliste de la RDA ; nous ne l'avons pas emporté. Mais nous, trotskystes, nous étions à notre poste. Comme l'a écrit Trotsky dans *Défense du marxisme* : « *Les révolutionnaires sont obligés de défendre toute conquête de la classe ouvrière si déformée soit-elle par la pression des forces ennemies. Celui qui ne sait pas défendre les vieilles conquêtes, n'en fera jamais de nouvelles.* » Pour rendre hommage à Benno Ohnesorg et aux nombreuses autres victimes de la terreur policière, la meilleure chose à faire est de continuer à travailler avec patience et fermeté pour construire le parti ouvrier révolutionnaire multiethnique qui pourra diriger la classe ouvrière pour mener à bien sa tâche historique, à savoir renvoyer le système capitaliste là où il a sa place ; dans la poubelle de l'histoire. ■

Allemagne, vingt ans après la chute du mur de Berlin

L'assassinat de Benno Ohnesorg et la chasse aux sorcières contre la RDA

Nous reproduisons ci-dessous un article de nos camarades allemands paru dans Spartakist n° 178, juillet.

SPARTAKIST 4

La révélation est tombée « comme par hasard », juste avant l'élection du président de la République fédérale et pour le 60^e anniversaire de la Constitution : le policier de Berlin-Ouest Karl-Heinz Kurras, qui avait tué en 1967 l'étudiant Benno Ohnesorg, travaillait aussi depuis 1955 pour le Ministère de la Sécurité d'Etat de RDA (MfS), la Stasi. On apprend de plus qu'il était membre du SED depuis 1964. Le *Frankfurter Allgemeine*, journal de la bourgeoisie allemande, exultait : « Köhler élu [président de la république] ! Wolfsburg champion [de ligue 1 de football] ! La Constitution a 60 ans ! Kurras était membre du SED [le parti stalinien qui était au pouvoir en République démocratique allemande] ! » Tout cela naturellement en noir, rouge et or [les couleurs du drapeau allemand]. De travestir précisément la mort de Benno Ohnesorg, une mort qui symbolise l'arbitraire policier, en meurtre commandité par la Stasi, est typique des idéologues de la bourgeoisie allemande ; ils réécrivent l'histoire de façon anticomuniste en dépeignant la RDA comme un Etat de non-droit ou comme Etat-voyou par opposition à l'Allemagne capitaliste « démocratique ». L'assassinat d'Ohnesorg était considéré jusqu'à présent comme une tache de sang sur les habits soi-disant blancs comme neige de l'Allemagne de l'Ouest impérialiste. On doit donc maintenant aussi oublier la terreur policière contre les manifestants de gauche à Strasbourg en avril dernier à l'occasion du sommet de l'OTAN ; à l'heure où nous mettons sous presse, des manifestants qui avaient été tabassés par la police le Premier Mai à Berlin sont toujours emprisonnés.

Le meurtre de Benno Ohnesorg le 2 juin 1967 à Berlin-Ouest, sur la ligne de front de la guerre froide, fut une cause phare du mouvement étudiant qui provoqua une radicalisation dans la société allemande, notamment dans la jeunesse ouvrière et étudiante. Voici ce que déclare maintenant Helmut Müller-Enbergs, journaliste à scandale pour le compte de l'agence fédérale, dirigée par Birthler, qui est responsable depuis 1990 pour la « liquidation des archives de la Stasi » : « C'est un camarade du SED et un informateur du MfS, Karl-Heinz Kurras, qui a tué l'étudiant Benno Ohnesorg – autrement dit un policier qui exerçait dans la police de Berlin-



Munich, 5 juin 1967 : manifestation contre l'assassinat de Benno Ohnesorg trois jours plus tôt à Berlin-Ouest par un flic capitaliste, Karl-Heinz Kurras (la banderole dénonce un « meurtre politique »). Il y eut à l'époque des manifestations dans toute l'Allemagne de l'Ouest ; les jeunes se radicalisaient.

Ouest uniquement par décision de la Sécurité d'Etat » (« Le 2 juin 1967 et la Sécurité d'Etat », *Deutschland Archiv* n° 42). Il ne peut toutefois pas présenter le moindre indice que c'est sur commande de la Stasi que Kurras avait tiré. Bien au contraire, le MfS rompit immédiatement le contact avec Kurras en notant dans le dossier « assassin de Benno Ohnesorg » (*Tagesspiegel*, 2 juin).

Nous, les trotskystes, nous étions pour la défense militaire inconditionnelle de l'Etat ouvrier déformé de la RDA contre l'impérialisme et la contre-révolution interne. Dans ce cadre, nous luttons pour une révolution politique prolétarienne pour renverser la bureaucratie stalinienne et amener les travailleurs au pouvoir politique. Du point de vue de la classe ouvrière, ce n'était **absolument pas** un crime que la Stasi se soit dotée d'un informateur dans la police de Berlin-Ouest – bien au contraire beaucoup d'informations étaient certainement utiles à glaner étant donné la guerre froide et les provocations du Sénat [la municipalité de la ville-Etat] de Berlin-Ouest dirigé par le SPD. Mais le meurtre de Benno Ohnesorg était cependant sans le moindre doute un crime, un crime qu'a commis Kurras **dans ses fonctions de policier capitaliste**. Entre ces deux questions il y a une ligne de classe, la ligne entre l'Allemagne de l'Ouest capitaliste et l'Etat ouvrier déformé de la RDA. La bourgeoisie le confirme à sa manière, de son propre point de vue de classe : tant que Kurras était un policier « normal » qui avait tué un étudiant de gauche, c'était son homme. Maintenant qu'il s'avère qu'il avait fourni des infor-

Suite page 28